

IRL journal d'expressions libertaires

Février - Mars 1981

7 F



Surprise pour les Lyonnais, nos premiers lecteurs. Ce numéro 38 est les suivants seront diffusés dans les Kiosques de la ville.

C'est une tentative que nous essayons dans l'espoir de rencontrer de nouveaux lecteurs qui deviendront, rapidement, de futurs abonnés, seule possibilité pour que I.R.L. VIVE !

C'est une proposition que nous faisons pour que nous puissions nous connaître par l'intermédiaire d'IRL soit par lettre, soit le jeudi soir à 20h30 à la réunion du journal.

Maintenant, I.R.L. dans les kiosques Lyonnais.
Demain, I.R.L. MENSUEL....

I.R.L. 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON.



Naître en 1953 dans l'Espagne franquiste de parents communistes (P.C. clandestin à l'époque).
Avoir eu un père déporté 3 ans au Maroc à la chute de Madrid.
Travailler à l'âge de 11 ans : garçon de course, apprenti tailleur, apprenti électricien.

Se syndiquer à 14 ans.

Militer très jeune aux Jeunesses Communistes puis à l'ARU (Armée Révolutionnaire Unie) à sa création.

Devoir quitter son pays après plusieurs vols à main armée pour le parti.

Obtenir en France le statut de réfugié politique.

Aller en Suisse en 1972 pour y commettre un hold-up destiné à « renflouer les caisses du mouvement » ; s'y faire arrêter et condamner à 9 ans de détention.

S'évader de la prison suisse en 1978.

Travailler et étudier deux années dans la région parisienne sous sa vraie identité.

Vivre avec une femme et faire un enfant avec elle.

Etre interpellé à Lyon en juin 80 porteur d'une valise d'armes à destination de l'Italie.

Etre incarcéré à l'isolement à la prison de cette ville.

Devoir être extradé vers la Suisse après avis favorable de la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Lon (decret d'extradition du 22 octobre 80), avec pour restriction de ne pouvoir être ensuite extradé vers l'Espagne.

Etre condamné en janvier 81 par la 6ème chambre de Lyon à 2 ans d'emprisonnement pour le transport de cette valise.

A l'issue de cette peine devoir faire encore sept années restantes en Suisse et peut-être les quelques 40 années prises par contumace en Espagne.

Etre né dans l'Espagne de Franco en 1953 de parents communistes et s'appeler :

CARLOS JIMENO LOPESINO

prison Saint Joseph, cours Suchet 69002 Lyon

LA GRYFFE annonce qu'elle organisera 2 débats en Février.

- le vendredi 13 à 20 h 30, débat sur le mouvement ouvrier dans l'entre-deux guerres, le stalinisme et les camps avec Moshé Zalzman, auteur de « Histoire véridique Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Staline ».
- le samedi 28 à 15 h 30, rencontre avec Vladimir Borisssov, des syndicats libres d'URSS.

Le mois de mars sera entièrement consacré à la biologie.

LA PHOTO DE COUVERTURE EST DE C.L.

I.R.L., journal d'expressions libertaires - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

Directeur de publication :

Alain Thevenet

Commission paritaire : 55270

Imprimé par les :

Ateliers d'Impression Presse Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau, 69001 Lyon.

NOTEZ : le numéro en haut à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro se finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que vous arrivez à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

TAATA TAHITI TIAMA TAHITIEN LIBRE

Tahiti est l'île principale (un huitième de la Corse) de la Polynésie « française » qui en compte 120 éparpillées sur une étendue océanique de 7,5 millions de kilomètres carrés. La population totale de la Polynésie « française » est de 140000 habitants dont 90000 sur Tahiti. Papeete comptait 12000 habitants en 1950, 70000 aujourd'hui avec Faaa et Pirae.

On a l'habitude de distinguer quatre parties dans la population : les Polynésiens (ou Maoris », les Chinois (à peine 10 % de la population mais puissance économique), les « Demis », catégorie mal définie, tout Polynésien actuel est plus ou moins un sang mêlé (« on est vraiment Demi quand on franchit la barrière au-delà de laquelle on adopte, en priorité, les mœurs européennes ») et les Popaa dont au moins 13000 français pour la plupart venus avec le Centre d'Expérimentation du Pacifique (C.E.P.). La moitié de la population à moins de 15 ans.

TIAMARAA

Tiamaraa est un mot fondamental de la langue tahitienne, plutôt intraduisible, qui exprime un sentiment très profond d'indépendance à l'égard de tous les pouvoirs, qui s'enracine dans un amour de la terre, un accord paisible avec la nature autant amie qu'ennemie.

Pouvanaa a incarné « Tiamaraa » pendant 50 ans. En 1945, il crée le premier parti autonomiste et est élu député en 1949 avec 70 % des voix.

En septembre 1958, le général De Gaulle, par référendum, propose la ratification de sa constitution. Pouvanaa et son parti font campagne pour le « non ». Le pouvoir de la métropole fera tout pour empêcher son expression. Le « oui » l'emportera avec 54 % des voix. C'est une gifle pour la France. Quelques jours plus tard, Pouvanaa est arrêté, emprisonné à Papeete, un an plus tard jugé et condamné à 8 ans de prison et 15 ans d'interdiction de séjour pour participation et préparation de tentatives incendiaires. Il est immédiatement transféré à la prison des Baumettes à Marseille.

En 1963 « les 15000 touristes permanents » du C.E.P. arrivent. Initialement, il était prévu 500 techniciens, militaires et marins. En 5 ans, Tahiti et le Pays se sont plus transformés que pendant les 200 ans de la colonisation.

La Bombe qui nous coûte chaque année des milliards, fait vivre la Polynésie « française » d'une vie économique factice. Le pays dépend à 95 % d'importations financées presque entièrement par la Métropole.

Dès novembre 1953, un décret dissout le parti Pouvanaa. Apparaissent alors de nouveaux partis animés l'un par Téariki, l'autre par Francis Sanford.

Le 12 juillet 1977, la république française accorde à la Polynésie « française » le statut de « territoire d'outre mer doté de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière ». Toute la nouveauté du système s'exprime et semble se résumer dans le fait que Mr. Cousseran n'est plus « Gouverneur » mais « Haut Commissaire » de la République, ce représentant du pouvoir central et le chef de l'exécutif central Francis Sanford, président à tour de rôle les débats du Conseils de Gouvernement, selon que les sujets traités relèvent de l'un ou de l'autre.

PAPEETE

Il y a eu une première surprise avec le vol des munitions à la caserne de Papeete en 1972 par Charlie CHING.

A son retour en 1976 il fonde un parti politique, « TE TAATA TAHITI TIAMA » (Le tahitien libre) parti décidé à lutter par tous les moyens pour une indépendance immédiate et totale. Ses outrances et sa violence firent peur aux autonomistes.

En 1975, quelques jeunes de retour de Paris fondent le « IA MANA TE NUNAA » (Que le peuple prenne le pouvoir) qui prend ses distances à l'égard de la majorité et des anciens autonomistes pour proposer l'analyse socialiste.

Le 12 août 1977, un commando terroriste « TE TOTO TUPUNA » (le sang des ancêtres) par deux fois essaye de détruire des avions et des bateaux militaires utilisés pour les expériences nucléaires. Il échoue deux fois. Alors, 4 jeunes membres du commando déposent la charge de dynamite contre l'Hôtel des Postes de Papeete lors du passage du Secrétaire d'Etat Olivier Stirn. 15 jours plus tard, Pierre D'Anglejean-Chatillon, est assassiné à son domicile par un autre commando composé en partie de membre du parti de Charlie Ching.

Le procès eut lieu à Papeete du 29 janvier au 2 février 1979. Deux condamnations à 20 ans, une à 18, une à 10 ans de travaux forcés, une condamnation à 10 ans (Charlie Ching) et deux à 5 ans de prison. Après leur pourvoi en cassation, les condamnés ont été immédiatement transférés en France. En décembre 1979, l'arrêt de la Cour Criminelle de Papeete est cassé et l'affaire renvoyée devant la Cour d'Assise de Versailles.



VERSAILLES

Du 13 janvier au 23 janvier 1981, Charlie Ching, Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Viriamu Tauria, Manea Tefana, Prosper Faana et Guy Taero ont comparu à 500 mètres du château du Roi Soleil. La France est une puissance coloniale de vieille date et tient à ce que les peuples civilisés dans un élan collectif de notre bon cœur de blanc, s'en rappellent. Si leurs ancêtres sont aussi des Gaulois, leur loi est celle du code Napoléon. Application de la loi.

Au sein de ce génocide, l'anéantissement de leur peuple, de sa culture, de ses coutumes, de son économie, sous couvert d'un assistanat de plus en plus omniprésent qui enferme l'assisté dans une soumission définitive et sauve la face du gouvernement français qui réduit ainsi l'île à n'être qu'un paradis pour blancs en recherche d'un exotisme de pacotille comme on organise des réserves d'indiens, d'esquimaux qui deviennent autant de musées du souvenir, des individus se révoltent. Le cercle vicieux se referme encore plus inexorablement.

Pousser à la révolte, armée si possible, criminaliser le délit en refusant d'y trouver toute motivation politique et appliquer la loi de l'envahisseur pour en faire un cas exemplaire espérant ainsi reculer l'échéance de futures rebellions. Depuis des siècles, ce droit du plus fort s'exerce dans des soubresauts historiques. Il y a 20 ans, c'était l'Algérie, 30 ans l'Indochine, des guerres coloniales qui prennent le nom de pacifications. Nous sommes sensibles.

Des hommes, par l'intermédiaire d'un traducteur car il ne s'exprimeront que dans leur langue, vont hurler leur désir d'un Tahiti qui ne soit plus un champ d'essais : champ d'essai pour les colons, les aventuriers, les marins en rupture de bans qui, par les nombreuses alliances matrimoniales qu'ils provoquent, ont cassé l'ethnie ; un champ d'essai pour la culture occidentale qui impose le français comme langue officielle et seule possible dans les établissements scolaires ; un champ d'essai pour le C.E.P., puis le Centre d'Essai Atomique, essais de bombes « sales », puis de bombes « propres » et enfin de bombes souterraines et mêmes de bombes à neutrons.

La Polynésie « française » est éduquée à mort, civilisée à mort, colonisée à mort. Elle en crève. Violence.

A 20000 kilomètres, la mère Patrie s'en fout. La raison d'Etat s'impose comme un cancer qui métastase.

7 hommes, quelques témoins, peu de là-bas, beaucoup d'ici, 7 avocats contre l'avocat général fier de ses certitudes de bon blanc civilisateur qui demandera les mêmes peines que celles infligées à Papeete. Il espère ainsi avaliser la pratique judiciaire coloniale, plus qu'irrégulière, qui avait eu lieu, lors du précédent procès.

Les jurés au nom du « bon » peuple français ont rendu un verdict qui ne veut rien dire. La justice sanctionne des délits mais n'est pas là pour dire si la loi est injuste et oppressive. L'acquiescement aurait été reconnaître le bien fondé de la violence du commando TE TOTO TUPUNA et de la lutte de Charlie Ching. Mesure d'apaisement vis-à-vis de l'une de nos lointaines « provinces ». « Je suis une Mère qui punit mais le plus justement possible, pour votre bien. Maintenant c'est oublié et vous pouvez aller jouer ».

Justice française rendue au nom du peuple français. Un peuple qui accepte que sa justice étouffe le cri poussé par le peuple tahitien.

Jurés français d'une Cour d'Assises française ayant encore en tête l'image des colliers de fleurs accueillant les gentils membres du club, condamnant à des lourdes peines des inconnus, des étrangers, des hommes qui refusent d'être les supports publicitaires d'une « naïveté » de bon sauvage dont nous avons besoin pour survivre.

Jurés français complices d'une basse œuvre de justice d'un enfermement qui appelle la haine.

Les dés sont pipés, foutus. Les Corses, les Bretons ont droit à la Cour de la Sûreté de l'Etat qui est une des formes polies, « bouche en cul de poule », pour tolérer des motivations politiques. Les Tahitiens y échappent. Tant mieux ou tant pis. Peu importe, les verdicts sont identiques.

La justice n'a jamais devancé l'histoire, elle ne fait que la clouer aux croix des cimetières et sur les poteaux d'exécution, guillotine civilisatrice. Le progrès, c'est quand rien ne dépasse. (Je ne veux voir qu'une seule tête, blanche si possible).

« Dieu a fait l'homme à son image. Dieu n'étant pas noir, le nègre n'est pas un homme ». Evidence qui institutionnalisait l'esclavage dans les Etats Sudistes américains.

Charlie Ching condamné à 5 ans.

Marcel Tahutini 15 ans de réclusion criminelle.

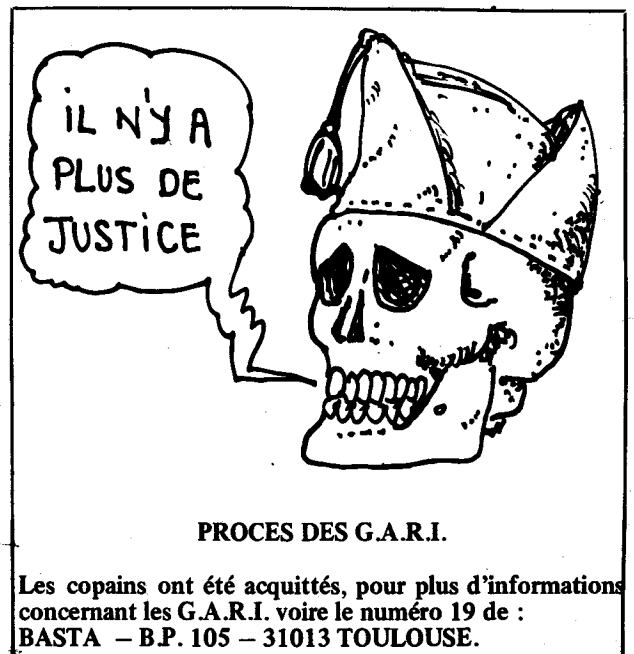
Jonas Tahutini et Viriamu Tauria 12 ans.

Manea Tefana 10 ans.

Prosper Faana 4 ans.

Guy Taero acquitté.

Cocorico



Nouvelles activités au

Collectif Utilitaire Lyonnais
44 rue Burdeau LYON 1er

cours de : Maths
Espagnol
Italien

passer aux heures de permanences
tous les jours de

18 h à 20 h.

et vendredi 13 février à 21 h : *Soirée Bossa Nova !*

Vous avez dit

Corse ?

Comment peut-on être corse ? De deux manières. L'une en prenant au sérieux sa « différence » peut-être fragile, mais pro-fondément ressentie, et en agissant en conséquence. L'autre en compensant cette même différence par un surcroît d'allégeance française. A l'intérieur de ces deux attitudes antagonistes, on trouve une infinité de variantes : des légalistes, des illégalistes. Les hommes qui se retrouvent, à partir de ce matin, devant la Cour de Sûreté de l'Etat se voulaient des Corses corses mais légalistes, on les a attaqués à des Corses qui ne juraient que par la France — mais celle des coups fourrés et des barbouzes. Corsica contre Francia. Les premiers croyaient dans la Corse et dans la loi, les seconds dans la France et non dans la loi. La « justice » française a déjà pardonné aux seconds : elle ouvre aujourd'hui sa mise en scène pour assommer les premiers.

Libé 14 janvier 1981

Bravo, Libé, pour ta fine synthèse journalistique, toute en nuances, vraiment : d'un côté les Corses, de l'autre les Français ; dans chaque camp, des légalistes et des illégalistes... et emballé c'est pesé ! T'as fait le tour de l'île ! Désolée, mais je la trouve un peu rapide, cette analyse. Pour tester ta définition du « Corse français », par exemple, t'aurais dû essayer de dire à Sanguinetti, — cette sombre crapule récemment crevée — ou au dernier des fossiles bonapartistes qu'il n'était pas corse. Histoire de voir un peu sa gueule. Et la tienne à la sortie...

De même, t'aurais pu te rencarder un brin sur les moyens d'action de certains « légalistes corses », avant de causer. La nuit, tu sais, la grande communauté des poseurs de plastique n'est pas tellement sectaire. Elle accepte en son sein des gens fort divers, sans leur demander leurs papiers... Oui, bon, t'as voulu schématiser pour présenter le procès de Bastélica... C'est plus facile à piger pour le lecteur continental, sans doute, le « Corsica contre Francia ». Ça prouve que tu confonds plus l'U.P.C. avec le F.L.N.C. Ça te permet de rattraper ton papier de l'autre jour, quand tu as titré sur « Les militants du F.L.N.C. grévistes de la faim », obligeant July à prendre sa plus belle plume le lendemain pour expliquer que, eh ben, y avait eu erreur, mais que c'était excusable parce que, vraiment, le distinguo était pas évident...

A présent, pour toi, ça a l'air clair... Tu t'y retrouves dans ce super-sac de nœuds et tu nous expliques façon Montesquieu « comment on peut être Corse ».

Seulement, voilà... et nous dans tout ça ?

Nous qui, malgré notre appartenance à l'ethnie corse et notre éducation « à la française », refusons tout nationalisme.

Nous qui défendons la culture et la langue corses sans les confondre avec la tradition patriarcale et religieuse qui enferme le femmes et dit la messe en corse ou en latin.

Nous qui sommes conscients du problème corse sans pour autant adopter la démarche réformarde de l'U.P.C.

Nous qui rejettons le frontisme et sa ligne hautement politique consistant à dire : « les français dehors et

après on règlera nos comptes entre corses »...

Merde alors, on vient tout compliquer dans ton joli tableau, hein, Libé ?

Difficile de nous étiqueter.

Allons, je vais t'aider : nous sommes de bâtards ! Ni corses ni français. Ou, plus exactement : pas mal corses, très vaguement français, et libertaires par dessus tout.

Tu vois le truc ? Pas évident, hein !

Et, bien sûr, en bons bâtards, nous sommes parfois tentés de raisonner comme et d'agir avec les nationalistes — corses, évidemment, ce sont eux les opprimés !

Voilà le piège ! Nous sommes sensibles à certains appels du pied, à des références communes qui viennent de « tout-petit-déjà », à des trucs essentiellement affectifs — un frangin qui se découvre une identité corse et de ce fait reçoit rapidement notre visite hebdomadaire en taule...

De temps en temps, nous nous laissons bercer par de douces illusions, le sentiment qu'il est possible de militer sur la Corse, de participer à un grand mouvement populaire. Et ça nous fait bien plaisir.

Bastélica et Ajaccio — après Aléria et Bastia — suscitent notre intérêt, comme toute action menée contre l'Etat. Fascinants, en effet, ces événements, ce soutien de masse aux emprisonnés, ces grosses manif dans l'île, ces attentats rondement effectués... Mais un peu ambigus, peut-être, ces regroupements — clandestins ou non — d'individus de tous bords défendant le label corse ? Oui plutôt ambigus !

Alors, nous fuyons à toutes jambes une réalité « révolutionnaire » peu conforme à l'idée que nous voulions nous en faire.

Parce que peu nous importe de savoir quel nationalisme va l'emporter. On n'est pas là pour compter les points, comme toi, Libé. Si les emprisonnés, les colonisés éveillent notre sympathie, on va pas leur filer pour autant notre bénédiction afin qu'ils recréent les mêmes saloperies que leurs geôliers-colonisateurs : Etat, justice, police, morale, etc., mais corses ! ■

VANINA

Monsieur le commissaire porte la cinquantaine humaniste, des lunettes fines sur un visage fin. Monsieur le commissaire lit un journal intelligent. Monsieur le commissaire est à l'évidence incapable de coups et tend une main franche à son interlocuteur. Contre les manifestants massés devant son commissariat pour exiger la libération de 25 immigrés raflés l'après-midi, Monsieur le commissaire a rapidement fait donner la police en tenue et une police en civil, désireuse d'en découdre, l'insulte plein la bouche, violente à l'excès. L'ambulance a conduit trois blessés à l'hôpital. Monsieur le commissaire est très gentil et on le dit désolé : Monsieur le commissaire n'est pas raciste.

LA MOUCHE



Téléphone arabe. Solidarité

Le 19 novembre 1980 dans l'après-midi, 200 policiers arborant la casquette de la Police Judiciaire, de la Sûreté Urbaine, des Compagnies Républicaines de Sécurité ou du Corps Urbain cernaient un quartier de Lyon. Il ne s'agissait pas exactement de celui de l'avenue Foch hauteur de la Place Puvis de Chavanne. Ce jour-là les casquettes étaient à l'autre bout, Place Gabriel Péri, cours de la Liberté, là où justement la liberté n'a déjà plus cours.

Le 19 novembre 80 la sécurité en chiffres (ceux de la préfecture le même jour à 20 heures 30) s'écrit comme suit : 554 interpellations, 132 véhicules contrôlés, 54 personnes appréhendées, 20 personnes gardées à vue, une personne arrêtée.

La police intervenait dans le cadre d'une procédure de flagrant délit, sur commission rogatoire du juge d'instruction chargé d'une affaire de bijoux volés 19 jours auparavant le 30 octobre au magasin Orphée, rue Moncey, pour un montant de 2000 francs.

On le voit, l'affaire était de taille et les commerçants racistes du quartier ne s'y étaient pas trompés qui dès le 30 avril 80 dans le progrès évoquaient « une médina... où l'on aurait besoin de tout son courage pour la traverser ».

En octobre 80, en protestation aux 100 signatures recueillies dans les commerces du quartier, le collectif français-immigrés des troisième et septième arrondissements faisaient parvenir à la presse les signatures de 250 personnes résidant là et « estimant que la présence de ces étrangers contribue à donner à leur quartier, vie et animation », ajoutant : « en ces jours où les projecteurs de l'actualité ont été braqués à juste titre sur l'antisémitisme, nous ne devons pas oublier les autres formes de racisme et de xénophobie ».

En réponse à la requête des commerçants, M. Cousté, député, lui, répondit en septembre 1980 dans « Le Lyonnais » : « des contrôles sur la voie publique se feront plus nombreux, des surveillances seront exercées afin de procéder à des arrestations en flagrant délit. Par ailleurs, à compter du 15 octobre 80, ce secteur bénéficiera d'un renfort de patrouilles constitué par les unités

mobiles de sécurité ».

L'opération du 19 novembre était d'envergure ; les résultats furent maigres et pourtant l'histoire ne dit pas combien furent expulsés dont la situation n'était pas administrativement conforme aux derniers nés des textes répressifs.

Téléphone arabe, solidarité syndicale (C.F.D.T.) et Radio Léon aidant, 150 personnes soutinrent une délégation le soir même devant le commissariat de la rue Vauban ; mini-manifestation vigoureusement réprimée ; (dans les jours qui suivirent les 6 syndicalistes blessés portaient plainte contre x pour coups et blessures volontaires. Gageons que les violents seront une fois encore châtiés).

Une vingtaine d'avocats auxquels s'était joint le bâtonnier firent savoir qu'ils assureraient collectivement devant les flagrants délits les personnes gardées à vue et poursuivies. La justice devait finalement se dispenser de toute publicité néfaste en laissant à l'administration un travail d'expulsion qu'elle pouvait assurer seule et sans bruit. Ce qui fut fait. (On ignore le nombre des expulsés qui serait de 5 ou 6).

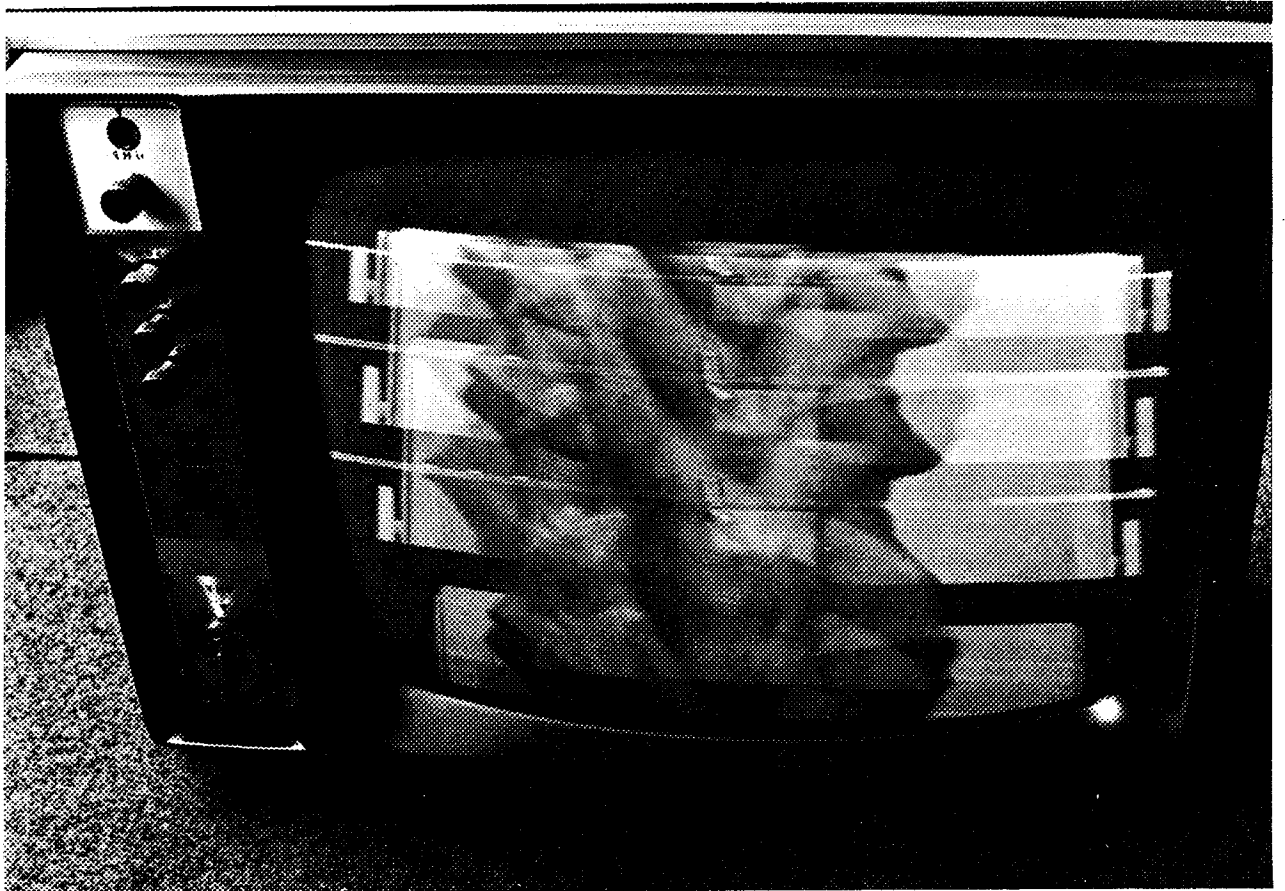
Et si « Le Monde » intitulait son éditorial du 22 novembre 80 « rafle », « Le Progrès » se contenta de l'appellation très contrôlée : « opération de police ».

Le jeudi 20 novembre, lendemain de la rafle c'est 2000 personnes qui manifestèrent leur hostilité au racisme à l'appel du P.S., du P.S.U., de la Cimade, du S.A.F., de l'extrême gauche. Les anti-racistes du P.C. et de la C.G.T. préférèrent chuchoter leur indignation sans quitter leur ghetto (électorat obligé).

Sécurité et Liberté forment un couple impossible. Aux visages blancs, aux rues propres, aux caméras de surveillance, aux super-marchés et aux cafétérias confessons que nous préférons maladivement les risques démesurés pris à 8 heures le soir dans la fumée suspecte d'un café bruyant de langue arabe échappé du conformisme et du petit froid vif de l'hiver. ■

La Mouche

Si tu ne vas pas à LAGARDERE



L'ETAT ira à toi !

Depuis le 9 décembre 1980, Hachette (édition, diffusion, N.M.P.P., presse, audio-visuel) est passé sous contrôle direct du groupe Matra (matériel militaire, missiles, l'espace, informatique, électronique, horlogerie, radio avec Europe 1, automobile, édition).

Le P.D.G. de Matra, Jean Luc Lagardère, a pris le contrôle d'une société :

- a) qui édite 25% et distribue 30% des livres en France; elle représente le premier groupe d'édition en France.
- b) qui possède son propre réseau de ventes (1200 points de vente).
- c) qui contrôle les N.M.P.P. (49% des actions). Les N.M.P.P. assurent la diffusion de 2500 titres grâce à 2000 kiosques, sans elles un journal ne peut être réellement diffusé en France.
- d) dont le secteur presse représente 13% du marché des périodiques avec comme « grands titres » Le Point, France Dimanche, Elle, Télé 7 jours (le plus gros tirage de toutes les publications françaises).
- e) qui dispose d'un important secteur audio-visuel fournissant en sous-traitance de nombreux programmes et publicités pour TF1 et Antenne 2.

Jusqu'à une date récente la situation économique du groupe Hachette était mauvaise. Parti du livre scolaire au XIXème siècle, le groupe s'était développé dans la grande édition et la presse jusqu'à devenir la célèbre pieuvre verte qui hante l'inconscient de quelques générations de militants. A partir des années soixante, des échecs successifs dans la radio (échec du rachat de Europe 1), la presse (faillite de France-Soir), l'imprimerie, l'édition scolaire, échecs liés aux erreurs de gestion du P.D.G. (au nom prédestiné : Jacques Marchandise) imposé par le principal actionnaire, Paribas, avaient fait chuter le cours des actions.

Hachette se caractérisait aussi par un éparpillement extrême des actions, Paribas avec à peine 5% des actions contrôlait le groupe, plus de 70% du capital étant dispersé entre des milliers de petits porteurs.

Parlons un peu de Matra et donc de son fondateur Sylvain Floirat : en 1955 il rachète R.B.V. radio industrie, société en faillite et principale actionnaire d'Images et Son, société exploitant Europe 1. Quelques années après, la SOFIRAD (société d'Etat) devient majoritaire à Europe 1. Floirat devient un partenaire associé directe-

ment à l'Etat. Le processus de rapprochement avec l'Etat s'amplifie encore lorsque Floirat prend 48 % des parts de Matra (société dont la totalité du chiffre d'affaire dépendait des commandes d'Etat en missiles et roquettes). Depuis Matra s'est extrêmement diversifié (en partie sous l'impulsion de son actuel P.D.G., J.L. Lagardère) : armes (Manhurin), espace et satellites, mais aussi télématique, informatique, composants électroniques (Matra Harris), électronique auto (Jager Solex), transports (Interlecs), horlogerie (Jaz, Yema), auto (Matra-Simca), édition (Quillet, Dernières Nouvelles d'Alsace). Matra est aussi lié au groupe Filippachi (Lui, Paris-Match).

Le groupe Matra travaille donc énormément pour l'Etat (matériel militaire et micro-électronique nécessaire à la télématique, ce qui représente 60 % minimum du chiffre d'affaire global), il est totalement tenu en laisse et soumis. Comme dit Floirat « Quand on travaille pour l'Etat, il faut savoir s'écraser ».

Examinons maintenant le mécanisme du rachat : le rachat a été effectué par un ratissage discret commencé au début de l'année 80 et achevé en décembre par l'acquisition de 51 % du capital du groupe (la déclaration finale annonçant au « public » le rachat et la rétrocession des actions à Matra datant du 9/12/80).

L'opération a été menée à bien par une banque très particulière et très peu connue du public, la B.P.G.F. (Banque Privée de Gestion Financière) dont les principaux actionnaires sont des organismes d'Etat (Crédit Foncier, Caisse des Dépôts et Consignations...) et qui gère les capitaux d'institutionnels (Compagnies d'Assurances, Mutuelles, Caisses de Retraite...). La B.P.G.F. s'est aussi spécialisée dans l'immobilier (tour Maine-Montparnasse, la Part-Dieu...) devenant ainsi la 5ème banque d'affaires française ; une boîte directement liée à l'Etat français et en dépendant étroitement par ses actionnaires.

Il est maintenant évident que seuls les liens étroits mais indirects entre l'Etat et la B.P.G.F. ont permis le rachat d'une telle quantité d'actions ; car on peut noter que lorsque J.J. Lignel (homme de « gauche », patron du « Progrès » de Lyon) a tenté de racheter le « Journal du Dimanche » (groupe Hachette) le protocole de vente a été brutalement rejeté sur intervention directe de l'Etat.

On peut aussi supposer que l'Etat désire contrôler un groupe de presse « relativement indépendant » à une époque où, de la radio (Europe 1, Monte Carlo, Radio Luxembourg) à la télé en passant par la presse (Hersant) l'Etat tente de contrôler la diffusion des idées et donc d'introduire son discours idéologique anesthésiant dans l'ensemble de la vie quotésienne. C'est maintenant en partie chose faite.

Bien sûr le discours officiel de Matra comme celui de la B.P.G.F. est différent. On commence à rigoler doucement lorsque le P.D.G. de la B.P.G.F., Gendry, déclare : « Nous avons agi de notre propre initiative... Hachette n'avait pas les hommes pour faire le saut qualitatif vers les nouvelles techniques de communication, d'où nécessité d'un partenaire industriel indispensable à la gestion » ; et là, hop, la B.P.G.F. tire de son chapeau magique le 28 novembre un gros gras lapin qu'elle a contacté « par hasard » : Matra, groupe lié pieds et poings à l'Etat français par l'importance de son secteur militaire et qui n'a jamais caché son goût pour la télématique et les médias. Le 9 décembre Matra rachetait Hachette, rapidité et célérité étonnantes pour des soi-disant ignorants de l'affaire.

Les pièces du puzzle s'emboîtent tout d'un coup : l'achat est négocié par une banque contrôlée par l'Etat / L'acheteur dépend directement de l'Etat, et entend déve-

lopper frénétiquement le secteur télématique et spatial dans les médias donc chez Hachette. L'Etat giscardien tablant depuis longtemps sur le contrôle des médias et des communications pour assurer sa reproduction prend pied de manière très détournée chez Hachette, alors qu'il contrôle déjà le développement de la télématique dans les communications (P.T.T...). Comme le dit innocemment G. Thierry, directeur général des télécommunications : « Qui contrôlera les moyens télématiques contrôlera l'usage de ces moyens ».

Examinons (bis) la composition du holding : le holding nouvellement créé qui dirige Hachette possède 51 % des actions du groupe, les 51 % sont partagés entre Matra 51 %, la B.P.G.F. 19 %, Paribas 10 % et Filipacchi 20 %. Le rachat est extrêmement positif pour le groupe car il assure la concentration d'un maximum de capital entre quelques gros groupes leur donnant ainsi une plus grande cohésion.

Que va-t-il se passer chez Matrachette ?

a) le secteur presse :

le groupe Filipacchi (propriétaire de Lui, Paris-Match, Play-Boy, S.L.C.) qui a toujours eu des visées sur certains titres du groupe Hachette (Elle, Journal du Dimanche) n'est entré dans le holding qu'à la condition de pouvoir diriger de manière totalement autonome le secteur presse. Lorsqu'on connaît d'une part la manière dont s'est opéré le redressement de Paris-Match (licenciements massifs), d'autre part l'idéologie putride de Filipacchi and Co. on risque de ne plus pouvoir approcher des kiosques à journaux à cause de l'odeur des titres de Matrachette.

L'introduction massive de la télématique entraînera inévitablement (c'est pour cela qu'elle est faite) l'uniformisation et le nivellement par le bas de l'information mise au point par le sinistre Hersant, mais à une échelle inconnue jusqu'à présent. Ceci sera facilité par l'expérience de Matra dans ce domaine (télématisation des Dernières Nouvelles d'Alsace avec du matériel Matra).

b) Le secteur édition :

Matra espère faire un maximum de fric dans un secteur très précis : le scolaire. Bientôt tous les manuels scolaires seront édités en disquettes (mémoires ordinateurs très perfectionnées à insérer dans les ordinateurs scolaires), un très très gros marché juteux à saisir pour un groupe disposant déjà de toute la technologie nécessaire.

Sur l'avenir des autres livres on va souffrir. Lagardère parlant d'Europe 1 disait : « Notre ambition n'est pas de faire une seconde France Culture. Il faut faire le mieux possible... des programmes qui plaisent aux gens », bref les abrutir avec de la merde et c'est tant mieux s'ils en redemandent. Les textes de qualité s'étant toujours moins bien vendus que les best-sellers, les grandes maisons d'éditions ont choisi sous la pression des banques la sauvegarde du taux de profit. L'évolution actuelle — priorité aux gros tirages de best-sellers infects — disparition des ouvrages difficiles, politiques, à un prix abordable — peu ou pas de textes nouveaux — donne un avant-goût de la misère culturelle (couleur kiosque de hall de gare) qui nous attend. Il semblerait même que l'abandon du secteur livre chez Matrachette soit déjà envisagé (rétrocession aux N.M.P.P.) comme pas assez rentable, tout étant axé sur la télématique et le satellite.

c) Radio / télé / satellites :

Lagardère croit à la télématique et aux médias télématiques comme tout capitaliste qui veut faire de l'argent avec des technologies de pointe. Matra se caractérisait par une maîtrise absolue du hardware (télécopieurs, vidéo-textes composants micro-électroniques) et une carence évidente en software (programmes, idées et matière grise). Le rachat de Hachette comble en grande partie ce vide car Hachette c'est aussi un secteur audiovisuel important (qui avait des problèmes techniques à

réglé, ce sera chose faite bientôt) : Hachette audiovisuel, Téléhachette et Channel 80 ; ces trois filiales produisant des longs métrages, des publicités, des programmes divers pour Antenne 2 et TF 1. Télé 7 Jours (groupe Matrachette) pourra orienter judicieusement les lecteurs vers l'écoute de Europe 1 ou vers les programmes télé produits par le groupe.

On parle aussi d'une quatrième chaîne de télévision, peut-être privée, passant par un satellite fabriqué par Matra et qui reste encore à lancer. Matra par le biais de Europe 1 (où l'Etat est majoritaire par le biais de la SOFIRAD) était en concurrence avec R.T.L. pour cette quatrième chaîne. La maîtrise technique de Matra liée au potentiel de journalistes disponibles par le biais du secteur presse lui donne une bonne longueur d'avance. La soumission de cette quatrième chaîne même privée à l'Etat est déjà assurée. La SOFIRAD parle de revendre les parts qu'elle détient dans R.T.L., peut être pour tout miser sur Europe 1 Matrachette.

Je suis un peu parano, j'ai l'impression que les diverses initiatives de l'Etat, l'arrêté Monory libérant le prix des livres et entraînant une flambée des prix colossale (près de 20 % en un an) ainsi que la fermeture de dizaines voire de centaines de petites librairies diffusant (entre autres) des textes « différents » et de sérieuses difficultés pour les petits éditeurs au profit de la FNAC et des très gros éditeurs, la mise en place de la télématique par le biais des P.T.T. (les moyens techniques ayant été développés par Matra), créent quelque chose de radicalement nouveau en France.

Pour Lagardère, comme pour Giscard (cf. déclarations à la télévision) l'avenir c'est la télématique qui doit à plus ou moins long terme tout absorber, presse, livres. Le programme télématique DOIT faire disparaître le livre, jusqu'à présent seul support tangible et incontrôlable des idées, au profit d'une informatisation lourde ou légère de la société, imposée, planifiée par l'Etat ôtant un peu plus aux gens le contrôle de leur existence.

Dans notre société, l'Etat n'est plus seulement le garant des inégalités économiques, il a développé une large autonomie économique et idéologique (le pouvoir de décision passant de plus en plus par l'exercice d'une fonction dans l'appareil d'Etat).

Cette évolution du pouvoir engendre une nouvelle classe dominante, la technobureaucratie (cf. note). Cette classe tend automatiquement à se reproduire et à se développer. On peut encore l'observer dans le rachat de Hachette. La stratégie de la technobureaucratie française diffère de celle de son homologue italien, où l'Etat rachète systématiquement des entreprises déficitaires pour les intégrer dans sa sphère d'influence et se constituer une clientèle.

L'Etat français reprivatise des pans entiers du secteur public : SEITA, téléphone... ; Cependant jamais les liens entre certains secteurs du « privé » (technologies de pointes, médias...) considérés comme stratégiques, et les appareils de l'Etat, n'ont été aussi étroits et impalpables à la fois.

J'espère que Matra et l'Etat perdront le pari qu'ils

ont lancé sur la télématique. Il se dit dans « leur » milieu que tout ne sera pas si simple.

Et nous, face à ça ? Il faudrait des off-set, et connaître les points faibles des ordinateurs. ■

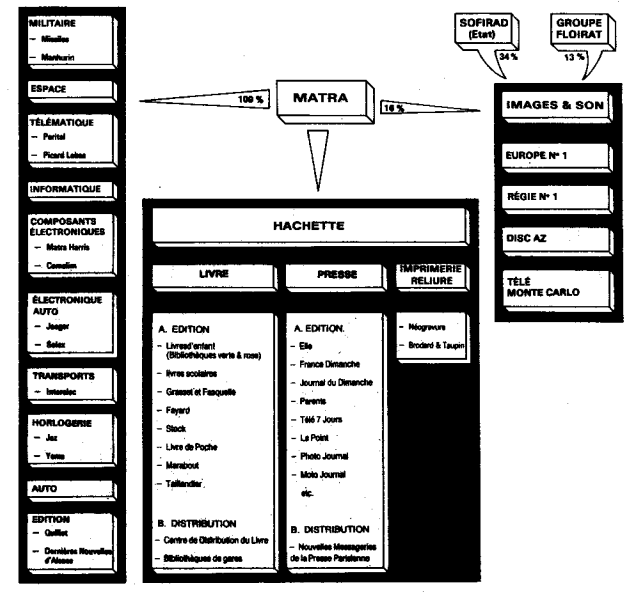
Biblio :

- Mémoires volées — Boucher aux éditions Ramsay.
- Numéro spécial de la revue Remue ménage « Qui a peur de l'ordinateur.
- Les nouveaux patrons aux Editions Noir.

Note :

.....« La technobureaucratie apparaît dans la sphère du travail intellectuel qui correspond aux fonctions dirigeantes de la division hiérarchique du travail social, dans des sociétés où les procès de production et de distribution ainsi que le mécanisme social centralisé atteignent des niveaux élevés de complexité. Pour gérer cette complexité il faut des compétences techniques qui donnent des connotations spécifiques au groupe social dominant. Celui-ci tire son pouvoir, ses privilèges, ses prérogatives de classe d'une sorte de propriété intellectuelle des connaissances inhérente à la direction des grands agrégats économiques et politiques ».

La galaxie Matra



FORMULAIRE D'ABONNEMENT

NOM PRENOM

ADRESSECODE POSTALVILLE.....

Tarif pour 5 numéros (1 an) : 35 balles (ou plus).

Formulaire à envoyer à : I.R.L. 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON.

Libellez les chèques à IRL CCP 4 150 95 N LYON .

ELLE



SEXE DES

L'AFFAIRE DUGUE

Difficile d'écrire sur « l'affaire » DUGUE ; la peur de faire comme les autres : de prendre l'affaire du siècle, celle qui, de Minute à l'Humanité, permet à tous les soi-disants vertueux d'exorciser cette « monstruosité » qui plane sur nos sociétés : la pédophilie. J. Marie Dhume et Jacques Dugué sont toujours en prison préventive et depuis deux ans la liberté provisoire leur est refusée. J. Dugué a fait une tentative de suicide. Leur procès va avoir lieu dans les prochains mois et la crainte existe que toute allusion à leur affaire déchaîne à nouveau la haine des pisse-copies ou de ceux qui ont licencié Marc Croissant pour avoir osé poser quelques questions sur la sexualité des enfants.

Scrupule inutile ; la campagne anti-pédophile a repris sans que nous l'ayions suscitée d'une quelconque façon. L'hebdomadaire féminin Elle, sous la signature de sa directrice Eliane Victor, a donné le signal dans son numéro du 13 octobre. Dès le titre, le ton est donné : « Scandale : le reportage impubliable ; il fallait en parler ; des enfants victimes des pornographes ». Suit un long article où tout est mêlé, assimilé : l'amour des enfants, la pornographie, la prostitution d'enfants. La violence, c'est cela qui est inacceptable. Ainsi que le fait qu'Eliane Victor cite très tranquillement un rapport de juge d'instruction en principe couvert par le secret. Alors il faut reparler de l'affaire DUGUE.

Le 27 septembre 1978, Jacques DUGUE était arrêté à Saint-Ouen. Ballets bleus, ballets roses hurlèrent les journaux qui s'en donnèrent à cœur joie : au nom de l'enfance, des parents, des autorités, de la société, ils réclamèrent la tête, l'internement psychiatrique, l'incarcération à vie, pour ce proxénète, ce maniaque sexuel.

Plus de retenue, le pédophile est un gibier qui réconcilie tout le monde, une bête que l'on peut traquer en toute saison, torturer, dénoncer, en toute quiétude.

A Lyon, nouvelle curée le 2 février 1979. « L'affaire... : un cas isolé?... ou la branche lyonnaise d'un réseau de prostitution enfantine ? » titre Le Progrès. Le journaliste de « Dernière Heure » torche son article par : « Puisse cette affaire être menée jusqu'à son terme afin que la nausée qui s'est emparée de tout un quartier, celui de la Place Gabriel Péri, à Lyon, se dissipe ». (Le mercredi 19 novembre 1980, une autre nausée s'est emparée du même quartier : une chasse à l'émigré par les flics. Le quartier doit avoir le mal de mer).

Rumeurs, rumeurs, le journaliste s'en saisit pour extraire des amalgames qui feraient de tout pédophile un Gilles De Rais en puissance, bête immonde que seul un bûcher expiatoire permettra de sauver de l'inferral vice, de la satanique débauche dans lesquels il avait entraîné de tendres adolescents, ces têtes blondes si chères aux vertueuses institutions (cela coûte de protéger l'enfant de tout plaisir par un embrigadement de tous les

instincts).

Jacques DUGUE est toujours en taule. Il passera prochainement aux Assises à Paris. Depuis, d'autres hommes ou femmes ont subi la prison, les questions ironiques des juges d'instruction puis des juges des tribunaux, ou le rejet social orchestré par la presse. Souvent, un licenciement, un suicide, une thérapie psychiatrique fortement conseillée, mettent fin à ces tentatives de tendresse quand elles tombent dans le domaine publique.

Avec Jacques DUGUE, 8 personnes ont été inculpées et 5 incarcérées.

Le 26 janvier 1979, 4 arrestations à Saint-Etienne.

Depuis janvier 1980, un surveillant général lyonnais est emprisonné, tandis qu'un professeur était condamné à un an avec sursis.

En mai 80, un éducateur landais est incarcéré, condamné et licencié ; un animateur de la M.J.C. de Caen est enfermé à la prison de Rennes.

Novembre 80, un an ferme prononcé par un tribunal de l'Est de la France.....

Et pourtant, ce que la loi appelle détournement de mineurs (ce qu'elle se charge de faire au nom de la société, en privant le mineur de tout droit), n'est pas forcément une violence. Un espace pour l'enfant qui rencontre et choisit une relation où il aime à être aimé. Le plaisir. ■

ANGES

Imaginez un ethnologue qui décrive, en les mettant côte à côte, les mœurs hétérosexuelles entre adultes, en Occident, en cette fin de vingtième siècle ; il citerait le mariage, le viol, la prostitution, l'amour à deux ou plus, l'union libre, etc. Ces notions évoqueraient des phénomènes précis en chacun de nous, on se reconnaîtrait dans telle ou telle pratique mais il ne viendrait à l'idée de personne d'amalgamer le tout. C'est ce qui est fait pourtant à longueurs de colonnes lorsqu'on parle de pédophilie. Il y a comme une impossibilité à concevoir une relation entre un enfant et un adulte.

Qu'en est-il dans l'affaire Dugué ?

J. Dugué vivait dans la région parisienne (J.M. Dhume dans le Nord) avec une communauté d'enfants. Les relations avec eux étaient multiformes. Une quinzaine d'enfants fréquentaient la maison de Dugué de façon régulière. Un moyen pour eux d'échapper au carcan familial et scolaire, de se rencontrer entre eux et de retrouver Dugué avec qui la plupart avaient noué de très fortes relations. Ils avaient ou pas de relations sexuelles entre eux et avec Dugué. Contrairement à l'image qu'en a donnée la presse il était possible de fréquenter la maison de Dugué sans avoir de relations sexuelles car il s'y passait énormément de choses : jeux, discussions amicales, chaleur humaine.

La pudeur outragée

Jacques Dugué et Jean-Marie Dhume sont en prison depuis deux ans sous l'inculpation « d'attentat à la pudeur sans violence sur la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de 15 ans ». Cette infraction est considérée par la loi comme un crime, donc passible de la Cour d'Assises. L'article 332 alinéa 1 du Code Pénal sanctionne ce crime de 5 à 10 ans de réclusion.

Il faut le dire et le redire, c'est la seule inculpation qui a été retenue contre eux au terme d'une laborieuse instruction : autrement dit le proxénétisme, la prostitution, l'exploitation commerciale de photos pornographiques ne sont pas le fait de Dugué et des autres inculpés.

Alors qu'est-ce que cet attentat à la pudeur sans violence ?

Notion contradictoire. Où est l'infraction puisque le consentement des partenaires est acquis, puisqu'il ne s'agit pas d'un viol (réprimé lui de 10 à 15 ans de réclusion) ?

Comment peut-on attenter à la pudeur de quelqu'un qui le veut bien ?

Ces incohérences, ce sont celles de cette loi du régime de Vichy qui interdit toute sexualité impliquant le moins de 15 ans.

Jacques Dugué parlant des jeunes garçons avec lesquels il vivait explique :

« On veut toujours nous faire croire qu'ils ont été influencés et entraînés et qu'ils ne sont pas responsables de leurs actes ! Croyez ce que vous voulez, mais dans une grande mesure, ils l'ont été car ils n'ont jamais fait que

ce qu'ils ont désiré et consciemment. Mais ce n'est quand même pas normal de les culpabiliser. Les jeunes, nous les savons, découvrent très tôt l'attrait et les plaisirs sexuels, beaucoup dès la très jeune enfance. Je vous l'ai déjà dit, tous se masturbaient déjà avant de me connaître. Tous ou presque connaissaient l'orgasme comme les adultes et les plus grands à partir de 13 ans éjaculaient. Ce sont des faits réels que j'ai vécu ».

Jean-Marie Dhume, de son côté raconte comment les choses se sont passées : « Je vivais avec une bande de jeunes garçons dans le Nord. J'ai eu des relations sexuelles avec une dizaine d'adolescents de 13 à 16 ans qui venaient régulièrement chez moi au vu et au su de leurs parents et qui tous sans exception avaient demandé à venir chez moi. Il n'a jamais été question d'attirer les petits enfants avec de l'argent ou des tartines de confiture comme les magistrats vont tenter de le faire croire, incapables d'imaginer une histoire d'amour et d'amitié ».

Mais dira-t-on, il ne suffit pas de croire sur parole ce que disent les pédophiles. Il faudrait aussi entendre les enfants. Absolument ; or ce qui frappe dans cette affaire c'est que malgré les multiples interrogatoires, les pressions peut-être, on n'a pas encore vu un seul enfant dire qu'il était chez Dugué ou chez Dhume, contraint. Eliane Victor est obligée de le constater dans son article de « Elle ». Mais la loi se moque du consentement des enfants, de leur désir. Il est frappant de voir que le code pénal fait finalement peu de différences entre le viol d'un enfant (10-15 ans de prison) et des relations consentantes avec lui (5-10 ans). Preuve, s'il n'était besoin, de l'hypocrisie de la justice qui fait semblant de protéger les enfants, mais qui en fait, veut leur interdire toute sexualité.

Le sexe des anges

La loi sur ce point est sans doute en retard sur la mentalité générale en France aujourd'hui. De plus en plus de gens admettent l'existence d'une sexualité enfantine ; « Que les enfants aient une vie sexuelle, personne n'en doute » écrit Eliane Victor. Mais cette vie sexuelle serait circonscrite au monde de l'enfance, n'aurait rien à voir avec les adultes ; « les jeux-découverts qu'ils organisent seuls ou entre eux ne les entraînent jamais vers les relations obscènes que leur imposent les adultes. Obscénité engendrée par la violence dans laquelle l'homme transforme l'enfant en un objet nécessaire à son plaisir. Violence qui passe par le sadisme, par le besoin de déflorer et de salir ces corps archétypes « de la pureté et de l'innocence » écrit encore Eliane Victor. Que de mythes éculés en peu de mots. On sait depuis Freud que la pureté et l'innocence enfantines sont une construction idéologique. Freud définit même l'enfant comme un pervers polymorphe, celui qui recherche le plaisir par un maximum de moyens. Et que penser de l'assimilation adulte = obscène = violence = sadisme ? Il faut être très clairs : les actes de violence à l'égard des enfants comme à l'égard de tout individu quel que soit son sexe, son âge, doivent être condamnés. Mais qu'est-ce qui est violence dans l'affaire Dugué ? A cette question aucun journal n'a encore répondu ou n'a fait que reprendre les préjugés de la sexualité adulte « normale ».

Ainsi on reproche à Dugué d'avoir eu des relations scatologiques et urologiques avec les enfants (impliquant de la merde et de l'urine). S'agit-il là du sadisme de l'adulte ? Ou n'avons-nous plutôt pas trop vite oublié que tous les enfants passent par une phase où le pipi-caca prend une grande importance. C'est cela aussi la pureté enfantine. De même on reproche à Dugué et à Dhume d'avoir organisé des « partouzes », des expériences sexuelles impliquant plusieurs enfants. Mais qu'est-ce qui



fait violence à l'enfant : de pouvoir s'exprimer avec d'autres enfants et d'autres adultes ou d'être claquemuré entre les rôles du père, de la mère et du maître ? La dimension collective n'est-elle pas ici plutôt une preuve qu'il s'agissait bien de répondre aux désirs de l'enfant plutôt que de plaquer sur lui immédiatement le schéma du couple ?

Sodome et porno

Pour beaucoup, la violence c'est la sodomie. Dans nos têtes défilent immédiatement les images du viol. Et pourtant, tout acte de sodomie doit-il être assimilé à un viol ? Dugué citant les relations d'un couple bisexuel avec les petits garçons de la femme explique que « le mari faisait l'amour avec sa femme mais aussi avec les garçons et surtout avec celui de onze ans et pas en catimini, dans le lit conjugal, tout se faisait librement au grand jour. Que les rapports de l'homme avec le garçon comprenaient également la sodomisation. Que le garçon adorait son beau-père comme peu d'enfants aiment leur père. Que le gamin demandait lui-même la sodomisation et y prenait un réel plaisir qui était physique et aussi affectif ».

En tout cas, tous ceux qui fréquentent les écoles savent que les petits enfants qui n'ont pas encore découvert ou à qui on n'a pas encore imposé le modèle du coït vaginal, parlent fréquemment entre eux de « bites au cul » et les médecins ont montré que le blocage sur tout ce qui concerne l'anus aussi bien au niveau physiologique que psychologique est beaucoup moins grand chez les enfants que chez les adultes. Restent à examiner deux éléments d'accusation qu'on retrouve dans tous les articles de presse : la pornographie et la prostitution.

Eliane Victor a d'ailleurs fait paraître à la une de « Elle » le titre : « scandale : des enfants victimes des pornographes ». Il est certain que Dugué a pris des photos des enfants avec qui il avait des relations ; cela peut nous paraître choquant mais nous devrions peut-être nous interroger sur les motivations de nos parents et grands-parents qui faisaient poser nus leurs chérubins et exposaient les photos encadrées de ceux-ci dans leurs salons. En tout état de cause, une seule chose est sûre : Dugué

n'a pas profité commercialement de l'exploitation qui a été faite des photos qu'il avait envoyées à des amis aux U.S.A. Ce sont d'autres qui ont fait publier ces photos en vue de pourvoir le marché pour tous ceux qui ne pouvant réaliser une relation amoureuse réelle avec un enfant, se contentent de fantasmer sur des photographies. L'exploitation de la misère sexuelle par la pornographie est une évidence qu'il faut dénoncer, mais il est un peu trop facile d'en accuser ceux qui y sont conduits parce que la loi réprime si durement tout acte pédophile. Quant à la question de la prostitution, on raconte à ce sujet à peu près n'importe quoi. Ainsi Eliane Victor peut-elle affirmer, on ne sait avec quelles sources, qu'une nuit avec un enfant prostitué coûte 5000 francs en France. Pour une fois il est certain que cette constatation ne s'applique pas à Dugué et que Dugué n'a pas non plus joué le proxénète en tirant profit des relations avec les enfants.

Jean-Marie Dhume explique même que c'est l'inverse : un père avait demandé à Jacques Dugué d'emmener ses enfants en vacances : « de plus il sollicita certains cadeaux, ceci s'ajoutant aux deux mois de vacances gratuites offertes par J. Dugué à ses trois fils, ceux-ci ayant été habillés de pied en cape par le même ». Or ce sont ces parents qui aujourd'hui se portent partie civile contre Dugué et Dhume et réclament des dommages-intérêts pour le « préjudice subi ». La justice est en train de devenir proxénète au profit des parents. Il était nécessaire pour qu'une véritable réflexion s'amorce sur la pédophilie de rétablir un certain nombre de faits sur l'affaire qui est considérée actuellement à tort ou à raison comme la plus significative, mais en tout cas une chose est certaine : il sera impossible de discuter véritablement de la sexualité des enfants, des rapports des adultes avec eux tant que la loi réprimera tout rapport librement choisi entre adultes et enfants. ■

GRED c/o GERS
B.P. 145
75263 Paris CEDEX 06

L'INSTITUTION PROSTITUTIONNELLE : archétype de la société salariale

Nous continuons à publier certains textes exposés à la Conférence Internationale « Répression, Consensus et Dissidence » qui s'est tenue à Paris l'an dernier.

Rappelons que l'on peut trouver :
« Le mouvement contestataire et la classe moyenne en

Union Soviétique » de Rittersporn dans le numéro 31 d'I.R.L.

« Questions à Rittersporn » dans le numéro 32.
« Canada et U.S.A. répression, intégration et dissidence » dans le numéro 33. « En dissidence » dans le numéro 37.

Ma contribution à ce colloque sur la dissidence et le consensus social sera à la fois limitée et imprécise : je ne me nourris pas de l'illusion qu'on puisse repenser (« vite fait, bien fait ») la théorie marxienne, léniniste et communiste-libertaire de la lutte des classes, ni ses nombreuses et contradictoires applications pratiques, je tenterai, tout simplement, de mettre à jour cette théorie et ces pratiques sous l'angle et sous l'éclairage d'une mise en question radicale d'un certain nombre de clichés, de slogans, d'idées reçues, de formules creuses, de publicités mensongères, qui ont tenu et tiennent souvent lieu, dans « le discours révolutionnaire » d'analyse et de philosophie de l'histoire. Des premiers hégéliens aux prétendus « autonomes désirants », en passant par les innombrables conflits qui ont opposé les mouvements « anti-autoritaires » de l'ultra-gauche avec les différentes organisations partidaires, syndicales, et gouvernementales et, en général, avec tout ce qui fait fonction de force de l'ordre, la relation maître/esclave a été tenue implicitement pour constitutive de la société salariale. Le fameux couple maître/esclave, exploiteur/exploité sert à la fois de caricature, de miroir, de micro-métaphore et se reproduit à l'infini dans le champ social. Peu importe, pour l'instant, si « le maître est l'esclave de l'esclave » ou non, ou bien, comme l'a écrit Beaudelaire, si la femme du prolétaire « est l'esclave de l'esclave », ce qui compte avant tout c'est que toutes les tentatives historiques pour transformer ou abolir cette relation archétypale ont abouti, jusqu'à ce jour, au contraire de ce qui était prévu et énoncé au programme. J'émettrai uniquement des hypothèses de travail sans prétendre à aucune conclusion :

— La domination et l'esclavage en tant qu'objets de désirs (à la fois refoulé, censuré, dénié, mais souvent traduit en acte) sont des constantes de toutes les organisations sociales qui se sont succédées depuis l'antiquité : théocratie, monarchie, capitalisme privé ou d'Etat, société nucléaire ultra-centralisée, etc.... ;

— le rapport maître/esclave a préexisté à la société salariale donc au capitalisme moderne ;

— le rapport corps prostitué/corps proxénète qui remonte à la haute antiquité, est un des modèles, quasiment immuable et increvable, que l'on peut observer dans pratiquement toutes les sociétés occidentales et orientales. J'utilise l'expression « corps prostitué » pour bien souligner que dans l'antiquité, comme à l'heure actuelle, les femmes sont loin d'être les seules à se prostituer : pas mal d'hommes, d'adolescents et d'enfants en font aussi profession.

J'ai donc consacré un long travail de recherches à cette forme à la fois archaïque et intemporelle de rapport maître/esclave : la relation du corps prostitué au corps proxénète. A l'inverse des théoriciens marxistes je la considère comme l'archétype immémorial ou, en tout cas, comme l'un des principaux prototypes de la société salariale telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Je vais reparler de deux événements relativement récents (à la fois très différents et (bien que indirectement) liés à un même craquement ou à un même dérapage contrôlé de la machine salariale : en 1973, il y a eu la longue grève active avec occupation des Lip et, en 1975, la grève des prostituées avec occupations d'églises. Ces deux événements majeurs dont j'ai pu observer de très près le fonctionnement interne et externe ont déclenché en moi une sorte de crise de vomissement de beaucoup



de clichés, slogans et idées reçues que j'avais, comme la plupart d'entre nous, avalées depuis la guerre d'Algérie et mai 68 (qui sont les deux expériences politiques qui m'ont le plus traumatisé et marqué). Par la suite, ces vomissements ont fait place à une longue période de réflexion solitaire, de recherches qui ont abouti temporairement à un travail inachevé partiellement publié sous le titre, imposé par l'éditeur de « L'Amour et l'Argent » mon titre étant : Traversée de l'institution prostitutionnelle).

Les semaines que j'ai passées à la Maison de Verre de Palente, pendant la grève des Lip, m'ont permis d'assister et, quelquesfois, de participer activement à des dizaines d'assemblées générales, de réunions du Comité d'Action et d'autres réunions entre les grévistes et des gens de l'extérieur. J'ai enregistré 16 heures de discussions collectives ou individuelles avec les Lip durant les temps forts ou bien les temps morts du conflit. J'ai assisté en direct au processus de décomposition du courant autogestionnaire parmi les grévistes. Ce courant prévalait sinon dans la C.F.D.T. du moins au Comité d'Action où s'étaient retrouvés beaucoup de non-syndiqués et d'inorganisés. Le conflit entre les différentes composantes syndicales ou extra-syndicales de ce courant autogestionnaire, à priori très contradictoire, n'a pas empêché un grand nombre de communistes-libertaires et de gauchistes de s'identifier à lui probablement à cause des discours utopiques et du recours à l'action directe et illégale et à cause de la paye « ouvrière » (c'est-à-dire non hiérarchisée, non conforme à une des normes fondamentales du salariat). C'est l'éclatement et finalement la disparition de ce courant qui a permis à l'idéologie et à l'ordre syndical — battu en brèche et vaincu durant plus de trois mois fin 73 où le Comité d'Action était le plus fort — de triompher. On connaît la suite : un patron de gauche manager du P.S.U. (Neuschwander) puis, après l'échec de cette tentative néo-moderniste, la terrible déclaration à la presse faite par les dirigeants locaux des syndicats pendant une assemblée générale des grévistes : « nous voulons un nouveau patron ».



Arrêtons-nous à cette dernière demande qui est fondamentale en ceci qu'elle constitue la pierre d'achoppement, le point aveugle, le noyau sinon inanalysable et incompréhensible du moins, jusqu'ici, inanalysé, de ce long et exemplaire conflit social. Pas question, je l'espère, de recommencer à polémiquer et à épiloguer sur cette grève dont on peut supposer que l'histoire et les détails sont bien connus de tous ceux et celles qui ont, soit milité avec les Lip, soit fait une fois au moins le voyage de Besançon en 1974, soit simplement lu et étudié les documents originaux et les nombreux articles, voire les livres que les Lip eux-mêmes ont produits ou que divers témoins et observateurs ont publiés. Que l'expérience autogestionnaire, ou prétendue telle, ne puisse pas aboutir à l'heure actuelle ni en fait se réaliser partiellement ou pleinement étant donné les contraintes et les lois de l'économie de marché, de l'approvisionnement en matières premières et de la distribution de la marchandise (strictement contrôlée par l'Etat et par les trusts), étant donné aussi le rôle régulateur et disciplinaire que les appareils syndicaux et politiques tiennent beaucoup à jouer, c'est une lapalissade dont, malheureusement, beaucoup de gauchistes se sont contentés pour expliquer ou décrier ce qu'ils ont appelé « l'échec des Lip ». En ce qui me concerne, on est loin du compte. Qu'un des mouvements de grève les plus imaginatifs, les plus enthousiastes, les plus illégaux, les plus puissamment symboliques de notre époque et qui a suscité un transfert massif d'affectivité non seulement chez beaucoup de gauchistes et de prolétaires français, mais aussi dans d'autres pays d'Europe et même au Japon, qu'un mouvement de grève active qui, selon un ministre, « a tenu toute la France en haleine pendant 10 mois » (à cause du potentiel « d'alternatives à la crise de chômage » et aux démantellements d'usines) puisse finir de cette façon là, il me paraît inadmissible de n'en tirer que des conclusions de type économiste. Le conflit Lip a été survalorisé du fait de l'espérance et de la crainte qu'il a inspirés à ses partisans comme à ses adversaires, qui pareillement lui ont donné valeur d'un test social. Ce formidable mouvement, à la recherche d'une autre logique salariale ou post salariale, s'est soldé au moins partiellement par la demande et l'espérance en un nouveau patron. Pas mal d'entre nous qui n'étaient pas encore blasés ni blindés par des années de militantisme en ont été secoués profondément. Jamais, même dans la grande grève au moment du démantèlement de l'ORTF en 1974 à laquelle j'ai activement participé, je n'ai vu si clairement à l'œuvre la fonction proxénétique des appareils syndicaux. Ni le comité de grève, ni les assemblées générales de grévistes de l'ORTF n'ont été consultés sur la poursuite ou l'arrêt d'une grève (qui durait depuis plusieurs mois, qui avait donné lieu à l'occupation du bureau du P.D.G. et à toutes sortes d'actions assez dures). La fin de cette grève a été décrétée par les appareils politiques et syndicaux et annoncée à RTL par un bonze de la C.F.D.T. Les grévistes de l'ex ORTF ont donc appris que leur conflit était terminé sans qu'on leur ait demandé leur avis, en écoutant la radio. Tel a été le point de départ de mon travail de recherches sur l'industrie prostitutionnelle : le non-dit des luttes sociales et le consensus qu'incarnent les institutions intermédiaires (syndicales et/ou proxénétiques).

On retrouve dans beaucoup d'autres mouvements de grève récents la même croyance implicite dans la nature inévitable et incontournable du patronat, mais aggravée d'un amour-passion pour l'instance patronale (peu importe qu'elle soit incarnée par un maquerou ou une maquerelle, un condé ou encore un enfant, qui souvent sert de pièce justificatrice et de figure de la loi), on



Actualité de la lutte d'un peuple pour l'indépendance nationale, vue dans la perspective à moyen terme, d'un bouleversement des priorités. Du départ obligé des troupes d'occupation anglaises à la démolition de l'Etat et des Eglises pour que les Irlandais (ses), tou (te)s, atteignent la libération de toute soumission étrangère, de toute forme de contrôle intérieur. Les anarchistes sont là.

BELFAST. La télévision de l'Ulster ne manque pas d'humour, lorsque, à la fin des émissions, elle fait appel à la reine Elisabeth II, toujours montrée en visite dans la capitale, pour souhaiter la bonne nuit (peacefull night) aux téléspectateurs irlandais. Le message vire à l'insulte. Comme si cela ne suffisait pas, la très écoutée BBC, la chaîne radio-télévisive britannique inonde les 6 comtés du Nord du message de paix de l'anglais John Lennon, qui, deux mois après sa mort place toujours « imagine » en tête du Hit Parade. Les sollicitations britanniques envers les Irlandais s'arrêtent là. La vie quotidienne s'acharne et ensanglante bien autrement.

L'occupation britannique se perpétue. Le retrait des troupes de Londres demeure la priorité. Seul le rapatriement des 25000 mercenaires en service de répression en Irlande peut, en fait, préfigurer le début d'une solution politique de la guerre, ici ouverte, là larvée, que l'on mène depuis des décennies. C'est ça le premier pas, indispensable, pour débloquer le statu quo. Ce ne sont plus

des raisons d'ordre stratégique ou des séquelles du prestige colonial qui font vouloir l'occupation. Les Anglais eux-mêmes n'entendent plus payer le coût élevé, 20 millions de sterlings par an, pour maintenir l'état de choses présent. Une issue satisfaisante n'a pas encore été trouvée, bien qu'une évolution politique puisse compter depuis janvier sur au moins deux faits nouveaux.

A côté de la nécessité impérieuse que les troupes anglaises s'en aillent, il est en fait urgent de répondre aux dures conditions de détention de plusieurs centaines de prisonniers républicains. Surtout, à cause de la non-concession du statut de prisonniers politiques et des formes de lutte organisée et menée dans les prisons de Long Kesh et de Armagh, hommes et femmes unis dans l'action. Tout en reconnaissant que seule une amnistie totale est à même de résoudre le problème, l'arrêt de la grève de la faim jusqu'au bout et de la grève de l'hygiène (la « dirty protest ») et le transfert dans des cellules propres qui s'en est suivi, quoique toujours en cours, a permis une chute de la tension à l'extérieur et une amélioration des conditions dans les prisons. Certainement, beaucoup voient juste quand ils affirment que les grévistes du bloc H ont obtenu peu de choses, finalement, physiquement ruinés par 53 jours de jeûne. Voilà pourquoi la conclusion de ce mouvement a laissé beaucoup d'amertume derrière elle. D'éventuelles nouvelles actions de ce genre, possibles au cas où les autorités anglaises ne donneraient pas suite aux engagements purement ver-

baux pris, ne pourraient compter que sur un soutien moins convaincu.

A Belfast, on a appris à continuer à vivre. Les temps de guerre sont longs et maigres. Le centre super-sûr, parce que super-protégé (ça ferait plaisir à M. Peyrefitte !), avec ses barrières qui s'élèvent à chaque coin de rue, permet un minimum super-contrôlé de vie... commerciale. A cinq heures du soir, magasins et bureaux fermés, il n'y a plus personne qui se balade. Patrouilles armées veillent sur les fantômes nocturnes d'immeubles vides. Il n'y a pas de couvre-feu dans Belfast by night. Il vaut mieux, néanmoins, éviter de sortir. Sauf, à coup sûr. Etrangement distants, des quartiers catholiques proches conservent une vie nocturne autonome. Les supermen de la loi et de l'ordre, mitrailleuse au poing, maîtres au cœur de la ville, n'ont pas intérêt à s'aventurer dans certains districts. Un vide de pouvoir existe ainsi. Voie libre à l'auto-organisation. Les très jeunes, 13-18 ans, dits les Houdes because leur bonnet, se réunissent en bandes. Ils sévissent pour tuer l'ennui et le manque de perspectives, dans les immeubles délabrés des quartiers pauvres. Beaucoup de maisons abandonnées sont ainsi démolies pièce par pièce ; des gens, spécialement s'ils sont âgés, sont agressés et privés de leurs misérables ressources. Il arrive qu'ils soient de cette manière privés d'argent pour payer le loyer, l'eau ou l'électricité, qu'ils ne s'adressent pas, pour des raisons évidentes, à la police et qu'ils se trouvent expulsés de leurs maisons ou avec des fils électriques ou les tuyaux coupés. D'une façon partielle et fort discutable, intervient l'I.R.A. qui n'hésite pas, d'après ce qu'on m'a raconté, à casser, à la mitrailleuse, les genoux de ces malheureux jeunes.

Bas salaires et coût de la vie élevé

Belfast est pauvre, tout au moins la Belfast catholique. Les causes sont historiques et ont une explication. Les conditions de vie en Irlande du Nord sont particulièrement dures. Il va de soi qu'on parle ici de la population catholique, par tradition économiquement opprimée par la population protestante dominante, qui seule veut et tire profit de la présence des troupes britanniques. On peut arriver à dire que la lutte de résistance — les troubles — est de quelque manière responsable du déclin économique, mais la déindustrialisation qui l'accompagne n'a pas été déterminée par les républicains, de même qu'ils ne sont pas à l'origine d'un des facteurs-clé, qui permet de comprendre le pourquoi d'autant de misère en Ulster.

Ce sont les bas salaires, une des causes les plus importantes de la pauvreté de l'Irlande du Nord. Même en tenant compte d'un emploi à plein temps, plus de 50 % des familles vit au-dessous du seuil de pauvreté. Les bas salaires frappent un tiers des travailleurs de l'Ulster, un quart en Grande Bretagne. La différence de salaires avec la Grande Bretagne est de l'ordre de 11 %. Il faut dire que beaucoup d'entre eux travaillent dans l'agriculture ou dans des secteurs industriels en déclin, tel le textile... Néanmoins, un tiers des familles ne dispose pas de revenus au niveau des besoins fondamentaux à satisfaire. Il est connu que, famille catholique à part entière, l'irlandaise est prolifique : 5 à 7 enfants ou plus. En outre, dans ce pays aussi, on a assisté dernièrement à une forte augmentation des emplois à temps partiel et intérimaires. Malgré cela, dans certains quartiers catholiques de Belfast, le chômage atteint 30 % de la population active. Une telle précarité entraîne des conditions de logement indécentes. L'Housing Executive Survey (1978), affirme que 75 % de tout le secteur urbain de Belfast est au-dessous d'un minimum de confort. Pourtant, la de-

mande de logement est forte. J'ai pensé au Montenegro yougoslave, à la vue de la misère de certains quartiers populaires de Belfast. Il n'y a pas d'herbe qui pousse sur les terrains vagues, pas une fleur sourit dans ces logements-là. Les rues sont déchaussées. Ceux qui jouent au foot, dribblent dans la boue et les voitures. Il y a beaucoup de tristesse, et ce sentiment ne peut que se voir renforcer par la non-couleur grise des uniformes auxquels sont astreints les écoliers à la sortie des classes. Toutefois, les gens sont plus que gentils, disponibles à te fournir un renseignement ou même à t'accompagner quelque part. Et à parler, pour partager... Cela concerne tout spécialement les catholiques ou soi-disants tels, desquels, en dehors de toute composante religieuse qui m'est étrangère, je me sens proche par l'idéal. Les protestants, en tant que classe dominante, ne peuvent que souligner les distances.

Les salaires plus bas et les revenus inférieurs ne sont pas compensés, en Irlande du Nord par un coût de la vie inférieur. Au contraire. Quelques exemples. Le chauffage est plus cher ; l'électricité coûte 22 % de plus. En général, la vie d'un ménage nord-irlandais est majoré de 8 % par rapport à la situation britannique. A ce chiffre faut-il ajouter le fait que les salaires en Ulster sont inférieurs de 11 % en moyenne par rapport aux britanniques et le cadre est complet. Tel un tunnel qui se prolonge, pour ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, il y a le « Payments for Debt Act », qui s'en charge. Cette loi réduit ultérieurement les salaires et la véritable pauvreté est assurée, plongeant les mauvais payeurs dans un cercle vicieux. L'endettement et les bas salaires sont étroitement liés. Il devient problématique de suivre le rythme d'inflation spécialement sur les biens de première nécessité et sur les services lorsque les salaires restent gelés. Les marins ont fait la grève en janvier, en soutien de leur demande d'une augmentation des salaires de 16 %. Le gouvernement n'a pas bougé, en menaçant de supprimer certaines liaisons telle la Liverpool-Belfast, très chère par ailleurs, et menaçant aussi d'une nouvelle vague de licenciements.

Le niveau de pauvreté est souvent évité de justesse grâce à deux salaires. Il en découle l'importance du travail féminin. L'activité économique féminine, malgré le déclin de secteurs traditionnels tels le textile et la confection demeure au fond constante. Toutefois, entre 71 et 77 l'emploi féminin à temps partiel a augmenté de 84 % tandis que l'emploi féminin à plein temps a chuté de 5%. En ligne générale, l'accroissement de l'emploi féminin a été entre 25 et 35 %. Il s'agit-là d'un salaire destiné à peser lourdement sur le budget familial. Si 16 % des femmes qui travaillent sont mariées, l'accès à un travail est rendu difficile pour elles par l'impossibilité de confier les enfants à des garderies. Pour 72 % des moins de 5 ans, il n'y a aucune structure d'accueil.

A woman's choice

Pour la femme irlandaise les problèmes ne s'arrêtent pas là. Egalité de droits avec les hommes ; usage libre de produits et méthodes contraceptifs ; libre disponibilité de son corps. Pour le mouvement féministe de l'Ulster et de l'Eire la bataille pour l'émancipation totale et sans conditions, quoique commencée, est loin d'avoir acquis une force et une autonomie, ni même dès maintenant de déterminer un changement de relief dans le contexte actuel. Le mouvement se reconnaît faible, pour l'instant. Sur la femme irlandaise pèse d'une façon remarquable l'hypothèque de l'Eglise catholique et de ses doctrines, d'une famille toujours nombreuse, des difficultés de vivre sans se marier. L'usage des

produits contraceptifs est sous surveillance et quasi maudit. Pour avorter, le cas échéant, 3000 femmes par an n'ont que la possibilité de se rendre en Angleterre. Cent sterlings, plus le voyage et le séjour. Même si l'Ulster fait partie de la Grande Bretagne, la loi sur l'Interruption Volontaire de Grossesse n'est pas appliquée en Irlande du Nord. **Woman's in media**, un groupe de femmes qui vient de sortir un pamphlet sur l'avortement qui a pour titre « A woman's choice » (un choix de femme), est engagé dans une campagne au niveau national irlandais pour la libéralisation de l'avortement, « Northern Ireland Abortion Campaign » au Nord et « Woman's Rights to choose » au Sud.

Demander à une femme irlandaise, surtout si elle est mère de famille, pourquoi autant d'enfants, pourquoi cette soumission au mâle, pourquoi ce refus de contraceptifs et ce manque de revendication de la disponibilité de son corps, veut dire la mettre dans l'embarras. Les réponses qui donnent lieux et réalités communs de traditions, de culture, de façons de vivre, ne satisfont guère et ne résolvent rien. Même pas pour les militantes de l'aile dure républicaine. Les femmes de l'I.R.A. se dérobent de bon gré à l'explication de leur situation d'infériorité et font appel immédiat et, au demeurant, compréhensible à la priorité du moment : la lutte pour l'indépendance nationale, l'impératif de chasser les anglais d'Irlande, de toute l'Irlande. D'accord ! Mais l'impression du sacrifice de la lutte pour la libération de la femme aux exigences de la guerre contre la présence britannique se confirme et se renforce, de même que l'on doit constater comment les héroïnes de la cause républicaine ont perdu leur caractère féminin pour assumer un rôle de mâles à côté des militants-hommes. Rien de spécifiquement féminin ne s'est d'une façon autonome imposé sur la gestion phallocratique de la société irlandaise. Une fois tombée cette priorité politique pure et dure qui permet maintenant à ces femmes-là d'atteindre des positions à égalité avec les hommes à cause des circonstances et seulement contre l'occupant, le chemin restera pour elles tout à fait épineux.

Pas une mais deux églises à déraciner

Les églises, la catholique et la presbytérienne, ont sur l'âme des irlandais la même nuisible influence que les anglais au niveau politico-économique. Malheureusement, l'Irlande n'a jamais eu sa « révolution » anti-cléricale, dont elle a un grand et urgent besoin aujourd'hui. Les deux religions, en effet, ont su s'identifier presque totalement aux inspirations nationales : le catholicisme des irlandais contre le protestantisme des maîtres de l'Ulster. Paradoxalement, l'importance des deux églises a rendu plus difficile une analyse sur le poids de la religion sur le peuple irlandais. Le système éducatif de l'Irlande du Nord par exemple, peut compter sur 754 écoles publiques. La seule matière universellement présente et considérée la plus importante est la religion ! Publique en Ulster veut dire protestante. Le caractère unilatéral ou unidimensionnel du système ne se discute pas. Ce n'est pas le Faie Employment Bill de 73, la loi qui prescrit l'égalité des conditions d'emploi, qui peut altérer ou changer cette donnée. La hiérarchie catholique se garde bien, du moins officiellement, de soutenir ouvertement les républicains, surtout les I.R.A. Provisionals, auxquels s'adresse en l'attaquant l'évêque Cathal Daly dans un discours du 2 janvier 1980 en tant que « sinistre phénomène de l'histoire irlandaise à même de mettre en danger les traditionnelles valeurs irlandaises ». En Eire, l'Etat est confessionnel catholique, les doctrines sociales de l'Eglise ayant été légitimées en 1922 pour être incorporées dans la Constitution de 1937. De caractère tout-à-fait

réactionnaire, l'Eglise catholique pousse vers une solution politique qui passe par un accord au sommet. Elle n'est pas pressée, ce qui l'intéresse principalement étant de persister dans son hégémonie. On aurait envie de rigoler si on n'était pas à Dublin, rencontrant dans la rue les militants d'une organisation catholique de gauche qui diffusent à la criée leur journal le « Civil Rights Guardian » dont le numéro 6 présentait à la une, Jésus Christ sous sa croix avec la légende suivante : « le Christ a pris en charge le sort des détenus du bloc H : voilà pourquoi ils vaincront ! » à Téhéran, on aurait crié Allah Akbar ! et tout se serait arrangé.

British Mass-Media

La persistance de l'occupation anglaise et l'impossibilité jusqu'à présent d'arriver à un accord qui entraîne le départ des troupes britanniques sans que la guerre civile crainte n'ait besoin de davantage de sang, sont épaulées presque sans égratines par la conduite de la presse et des organes d'information anglais. A Belfast on dit : si on n'est pas au courant de ce qui s'est passé en Irlande, cela veut dire que l'on a regardé la TV anglaise, écouté la radio anglaise et lu les journaux anglais. La ligne officielle règne en maître. On offre d'abord la version des événements conçue par l'armée anglaise, ensuite tout le reste. La BBC est sur la sellette. Des informations à sens unique. Actes de violence, terreur, bombes, assassinats.

Silence sur les causes historiques, sur les racines économiques du conflit. Eloge des troupes comme les seules garants de la paix civile en Irlande. Le reste de la presse anglaise à quelques exceptions près, imite le modèle BBC. La guerre de l'Ulster est présentée comme un ensemble de « troubles », largement incompréhensible irrationnelle. Depuis 69 la BBC a produit et indiqué un « code de comportements » dont les traits caractéristiques peuvent être ainsi précisés :

- 1) soutien à l'armée anglaise et à la police (R.U.C.) et de l'escalade répressive au niveau législatif ;
- 2) évaluation négative du terrorisme, de l'extrémisme et des activités de l'I.R.A., présenté comme une bande de criminels communs assoiffés de sang ;
- 3) couverture « responsable » (lisez auto-censure) des « troubles ». Quelques exemples. On dit qu'une unité de l'I.R.A. est en action à Londres et dans les environs. Elle revendique les attentats qui ne font que des dégâts matériels ; on lui consacre un temps énorme à la TV, et les premières pages des journaux et les éditoriaux. l'I.R.A. doit être « disqualifiée » et affaiblie surtout en prévision d'éventuelles négociations. Ça a été le cas lors de la fin de la Dirty Protest, la grève de l'hygiène, au début janvier. Deux mercenaires écossais de l'armée d'occupation, pour briser l'ennui, ont assassiné en 72 deux paysans en Irlande du Nord. Durant huit ans, ils ont été couverts par leurs officiers et la presse. Seuls des aveux rendus lors du procès devant les Assises de Belfast, lundi 12 janvier, ont permis de connaître les auteurs. Vendredi 16 janvier, pas loin de Newry, Bernadette Devlin, catholique, déjà leader des droits il y a 10 ans à Belfast, est en train de préparer le petit déjeuner à son mari et à ses trois enfants. Un commando de Lealistas entre : rafale de mitraillette. Bernadette est grièvement blessée. Le lendemain, sur la presse anglaise on peut lire : « comment les paras britanniques ont sauvé Bernadette de la mort ». S'ils n'avaient pas été là...

Belfast anarchist collective

Deux anarchistes Noel et Marie Murray qui étaient au centre, il y a quelques années, d'une campagne



anti-autoritaires, dans la mesure où un discours anarchiste spécifique, à la lumière de priorités politiques générales, le retrait des troupes britanniques, paraît un peu en avance sur l'Irlande actuelle. Ils ont ouvert une librairie plutôt bien fournie dans une zone centrale de la capitale, et faut-il le dire, ils sont devenus un important pôle d'aggrégation pour tous ceux qui, à Belfast et en Irlande, savent que la lutte contre les anglais n'est pas suffisante à modifier profondément les choses, si elles demeurent détachées d'un processus de libération de la tutelle de l'Eglise et des autorités mêmes nationales.

On va au Just Books pour se rencontrer boire un café et aussi pour manger. Le collectif dispose d'un offset qui lui permet de publier des pamphlets et des revues. Le « From Loyalism to anarchism », de J.R. White parle du cheminement que même un loyaliste protestant peut faire vers l'anarchisme. Dans ces locaux est imprimée aussi la presse du mouvement dans son ensemble. Il y en a même eu un qui a proposé l'interprétation libertaire de la Bible. La tentative protestante a échoué. Dans les locaux du collectif se réunissent aussi des groupes de femmes et d'anti-nucléaires. Ces derniers se sont mobilisés contre l'exploration de l'uranium en Ulster, présenté internationale pour les arracher à la potence, purgent

maintenant une condamnation à perpétuité entre un certain isolement et des conditions de détention objectivement dures, aggravées par l'impossibilité de se rencontrer plus d'une fois par mois sous les yeux de gardiens et pour une courte durée. La Cour Européenne des droits de l'Homme a été saisie de l'affaire mais elle n'a pas encore rendu son jugement. Marie se trouve actuellement à la prison de Limerick où d'après les dernières nouvelles, elle est seule. Noel de son côté, est détenu dans la Military Detention Unit à Curragh, la seule prison en Europe qui soit administrée par un personnel militaire. Même le Report of the Commission of Enquiry in to the Irish System dont le président est Sean Mac Bride, prix Nobel de la paix, rendu public au mois de novembre 80, demande, dans ses conclusions finales, la fermeture de la prison de Curragh, en République d'Irlande.

D'un des comités de soutien aux Murray, naît le Belfast Anarchist Collective (B.A.C., le collectif anarchiste de Belfast). Une bonne dizaine de camarades qui vivent plus ou moins collectivement et qui assurent une présence anarchiste à Belfast depuis plus de trois ans. Ils privilégient et on peut aisément comprendre, l'action de masse et le travail de propagande des idées comme une menace multinationale. La C.E.E. est sur la ellette en tant que promotrice et financiatrice des explorations dans la zone de Donegal.

L'opération la plus précieuse cependant paraît la création et la sortie régulière des News and Views informations et opinions du collectif anarchiste de Belfast : Outta Control. 12 numéros déjà parus toutes les trois ou quatre semaines, Outta Control est tout un programme. Pas seulement parce qu'il se veut et se dit anarchiste mais aussi parce qu'il présente ce que doit être le terrain d'agitation et d'intervention pour tous les camarades en Irlande à savoir la lutte contre l'Etat, les patrons, le patriarcat, l'école, les Eglises. Un tel programme vaut bien aussi pour les Irlandais qui ne sont pas anarchistes. C'est le problème de fond de l'Irlande aujourd'hui, le peuple irlandais étant soumis à des contrôles en séries. Les contrôles des troupes anglaises à chaque coin de rue, les contrôles de l'Eglise, le contrôle de ceux qui se préparent, dans cinq ou dix ans, à prendre la place des anglais. Ce discours vaut aussi pour l'Ira.

Au siège de Sinn Fein la formation politique des provisionnels, les responsables de l'organisation ne cachent pas les nombreuses difficultés, mais leurs déclarations de confiance sur la création d'une expérience républicaine originale sur l'ensemble de l'Irlande abondent. Ils aiment parler de socialisme humanitaire, de rapports privilégiés avec les pays du Tiers Monde (ils soutiennent par exemple l'actuelle offensive du Front Farabundo Martí de libération nationale au Salvador) ils tiennent à préciser qu'avec l'Eglise les rapports ne seront pas faciles car elle représente une force protégée par la majorité des Irlandais. Ils soulignent qu'elle n'est pas impliquée comme au Vatican dans des opérations de basse finance. Attaquer l'Eglise ou la religion catholique cela ne va pas de soi, même au siège de l'I.R.A.... La sortie du Marché Commun s'impose.

Le retrait des troupes britanniques n'est pas pour l'instant ; il n'en demeure pas moins que seul le départ fera tomber la priorité militaire et tant de nœuds politiques et surtout sociaux viendront s'insérer avec toutes leurs forces dans la vie des irlandais. Pour les anarchistes ce sera important d'être pas seulement présents mais aussi forts et organisés à cette heure-là.

OUTTA CONTROL : Out of (any) control. Expression utilisée à Belfast visant à manifester d'un seul coup le refus de tout contrôle et la lutte contre tout contrôle.

records, dans le sens ou il parait Evident que ce qui se passe aujourd'hui ici, au Nicaragua est super important dans le sens, ou «ela #enfoque" tout un processus pour l'Amérique Cent. et aussi l'Amérique Latine, le Savador vaincra sous peu, le Guatémala a démarré sur les chapeaux de roues il y a quelques temps avec sa coordination des orga politico-militaires, le parti Guatémalteque des Travailleurs, el Ejército Guérillero de los pobres, la Organizacion del Pueblo en Armas (ORPA), y las Fuerzas Armadas Rebeldes (FAR), l'expérience du Nicaragua reste sous-jacente a chacune de ces avances, et si l'on refuse de comprendre le Nicaragua, comment pourrez vous prétendre saisir quoi que ce soit de ce qui se passe ici, en Centro America, ou dans le cone Sud...dites le moi, vous vous en foutez, que les Colombiens ne vous ont pas attendu, c'est un fait, qu'il y ai des tensions de plus en plus dures, et des affrontements dans la zone du canal de panama, illégalement occupée par les USA (ce qui aura répercussion mondial, au niveau politique et commercial), que les Montoneros d'Argentine recommencent a etre présents de manier conséquent, que depuis deux mois, les Harcelement du MIR, et autres ne cessent pas un instant au Chili....et voila, vous avez plus d'information que la centrale des comités Nicaragua de Paris et rien n'est fait, Irl c'est bien mais pas suffisant d'autant

Matagalpa,

Maintenant, je me trouve dans le Nord du pays, plus proche de la frontière avec le Honduras et le Salvador, approximativement deux heures et demi en bagnole, ou seize de marche soutenue.

En grandes lignes, voici les derniers événements :

Le traité de paix entre le Honduras et le Salvador, ainsi que la reprise des relations diplomatique entre ces deux pays (elles étaient rompues depuis 1969, après « la guerre des 100 heures » ou « la guerre du foot-ball »), n'est pas, à vraiment dire, un succès pour faire avancer la paix, mais bien un moyen de pouvoir « officialiser dans les normes » une collaboration étroite des deux pays pour écraser la guérilla, exterminer les quelques 20000 salvadoriens qui sont réfugiés au Honduras, préparer le comité d'accueil pour les 50000 qui, petit à petit, vont arriver de la zone récemment et cruellement bombardée, Morazan, au Nord Ouest de la capitale, à près de 150 bornes, qui malgré les derniers bombardements le napalm, les 5000 trouffions (dont des U.S.) est toujours un territoire libre depuis le mois de mai dernier. Ce traité n'est donc que l'officialisation d'un état de fait.

Dans la ligne d'unification des forces progressistes du Salvador, nous avons déjà vu se développer le Frente Democratico Revolucionario, ainsi que la direction révolutionnaire unifiée (Politique et Militaire). Depuis quelques jours un pas de plus est effectué dans ce sens, les FARM, Forces Armées de Résistance Nationale et le FMLN (Farabundo Marti) viennent de s'unifier. On a eu le jour même quelques menus résultats de cette intégration des FARM, et depuis, cela continue de plus belle, surtout des opérations du style « en el corazon del enemigo », en gros cela consiste à bloquer un quartier, en zone gouvernementale, juste le temps pour faire pêter les pilones des lignes électriques, le transformateur... Des guérilleros (FMLN) ont occupé, avant-hier, le siège de la radio « Mundo », en pleine capitale, afin de passer un message condamnant l'assassinat du recteur de l'Université Nationale, l'ingénieur Felix Ulloa. La garde est arrivée mais trop tard. Des commandos FARM-FMLN ont réalisé des actes communs de propagande, incitant à poursuivre « l'unité révolutionnaire » à la base et dans les faits. Avant-hier encore, un autre commando des FARM a attaqué, en pleine nuit, dans le quartier résidentiel de San Salvador (boulevard Escolon) un convoi militaire composé de trois « pick-up » en utilisant « como carnada » (appât) une escouade de miliciens qui se laissent détecter, bilan : 8 morts et 16 esquin-

tés en face. J'aime autant vous dire que les trouffions qui étaient dans les deux derniers pick-up se sont tirés rapidos. Quand la Croix Rouge est venue ramasser les restes, il y a eu du rififi, parce que la Croix Rouge voulait laisser passer les journalistes pour prouver au public international comment, à l'armée, on se préoccupe du sort des petits copains et ainsi démontrer l'état de « flipp » dans lequel se traîne l'armée régulière.

L'élection de Ronald Reagan risque de provoquer des scandales avec les histoires de pots de vin concernant certains hommes d'affaires du Guatémala. « UNO MAS UNO », journal de Mexico, vient de publier, de source bien informée, qu'il existe un accord au sommet entre Reagan et le gouvernement génocide de Lucas, au Guatémala. Reagan élu, passera l'éponge sur le non-respect des droits humains au Guatémala et enverra les « Marines » pour les faire respecter.

Rien d'étonnant à tout cela, vu qu'il nous a promis, pour ici, au Nicaragua, de tout faire pour rétablir un régime démocratique.

Au Nicaragua c'est le début des grandes récoltes de café. A Matagalpa, au cœur même de la « zona cafetalera », la Juventud Sandinista 19 de Julio et autres organisations de masse, demandent par l'intermédiaire de « Radio Insurreccion », radio périphérique de Matagalpa, que, par actes politiques, tout soit mis en œuvre afin que rien ne soit perdu de la récolte, dans le but de renforcer l'accession à l'indépendance économique du Pays. Le café est une sinon la principale richesse du pays. Tout le monde aux récoltes donc, soit par un travail volontaire salarié, soit par l'organisation de projets de grande envergure comme « escuela campo » en solidarité avec les paysans : les étudiants et collégiens passent quatre semaines à participer aux récoltes, en y travaillant et utilisant certaines bases pour développer des aspects éducatifs difficiles à aborder entre les quatre murs d'une salle de classe, par exemple : la « realidad campesina », le milieu ambiant, la faune, la flore et le patrimoine culturel de ces zones isolées. Gros problème, après les pluies diluviennes et les inondations qui ont eu lieu dans cette région peu de routes restent praticables et le café pour être transporté le plus vite possible afin d'être torréfié, exige un surcoût de boulot.

Autre gros truc, c'est la première fois qu'il y aura des récoltes en structures construites par la révolution, ces « Unidades de Produccion Estatales » qui sont les collectifs de paysans travaillant les terres expropriées au somozistes, de grands domaines gérés par l'Institut Nicaraguayen de Réforme Agraire.

Ces U.P.E. qui, avant, lors des récoltes, se transformaient en gigantesques camps de concentration, sont maintenant dotés d'hébergements plus décentes, salubres

pour les saisonniers comme pour les travailleurs permanents. Il y a des « postes de salud », infirmeries, écoles et cours du soir pour l'alphabétisation des adultes, des réfectoires où l'on mange assis (ce qui n'avait jamais existé !!!, les saisonniers mangeaient debout, la tortilla dans la main).

En conclusion, côté social, il y a un énorme boulot de fait. Vendredi dernier, l'installation électrique de toute la zone de Matagalpa a été inaugurée. Là haut, dans les montagnes, ils auront enfin le jus, imaginez que l'hôpital San José à Matiguas, trois heures de piste, n'avait pas l'électricité jusqu'à ces jours. Ainsi la salle d'opération pourra véritablement fonctionner ainsi que les rayons X et, pourquoi pas, un cabinet dentaire. Cela nous incite à être optimistes.

Mis à part le bénéfique développement de l'identité culturelle du Nicaragua, enfin reconnue en tant que valeur, productions musicales, théâtrales artisanales et cinématographiques dont l'accroissement, tant quantitatif que qualitatif, est loin de décevoir, travail de longue haleine, commence à s'élaborer sérieusement une compilation des apports historiques de la révolution sandiniste. Ce travail a déjà été largement débroussaillé par les brigadistes, lors de la grande campagne d'alphabétisation. Partant pour six mois dans les coins les plus reculés du pays, parfois à plusieurs journées de marche de la plus petite piste de terre de la région, ils occupaient leur temps libre à noter les histoires locales quand ils ne donnaient pas de cours ou qu'ils ne travaillaient pas aux champs avec les paysans qui les hébergeaient.

Il y a deux jours, le Frente Morazaniste de Libération Nationale a attaqué les ambassades du Chili et des U.S.A. à Tegucigalpa, capitale du Honduras. L'intervention sur l'ambassade chilienne a été effectuée par le commando « Comandante Lorenzo Zelaya » (Zelaya était un leader paysan de ce pays assassiné en 1963 par les flics). Bilan : apparemment quatre flics à l'hôpital pour quelques mois et reconstruction de la devanture de l'ambassade à envisager. L'ambassade des U.S.A. a été attaquée pour protester contre l'intervention U.S. dans les affaires internes de l'Amérique Centrale.

Attendons-nous à d'autres interventions car le fameux « traité de paix » avec le Salvador commence à mobiliser les foules dans la capitale hondureña car l'extradition des 20000 réfugiés devrait se faire sous peu. Le front morazaniste soutien bien entendu, la guerre de libération du Salvador. Morazan, hondurien, fut président de Centro América au siècle dernier. Il a par la suite continué à lutter pour la réunification des cinq régions avant d'être fusillé en 1842 à San José Costarica.

Le Frente Morazanista a six mois d'existence. Il est apparu en juillet dernier lorsque les autorités militaires de ce pays, au pouvoir depuis 18 ans, proposèrent des élections. Le Frente avait pris le parti de boycotter la farce électorale qui consistait à envoyer 71 députés à une assemblée nationale consistante qui devait faire de cette dictature la moins pire des tropiques.

Malgré tous les efforts de bonne volonté du gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua pour maintenir des relations avec ce pays voisin (j'ai écrit « relations » et non « bonnes relations » !), cela ne va pas sans mal car le Honduras ne se force pas. Le Nicaragua ne peut vraiment pas se mettre tous les pays à dos en ce moment. Déjà, en retirant son ambassade du Guatemala, le Nicaragua avait provoqué la disparition, la mort ou l'arrestation de nombreux ressortissants. Avec le Honduras, cela n'est pas encore à ce stade. Le Honduras met de la mauvaise volonté à satisfaire les demandes d'extradition de certains ex-généraux de l'ex-garde somoziste ainsi que pour le retrait des anciens gardes somozistes qui campent, depuis leur défaite sur le côté hondu-

rien de la frontière. Rien n'est fait non plus au sujet des divers attaques de l'ambassade du Nicaragua, par des ex gardes nationales connus. Aucune des négociations entamées par les deux pays afin que les navires de la marine somoziste et les bateaux de pêche (près de 3000 en tout avaient été planqués au Honduras en cas de déroute de Somoza Debayle) n'a abouti à ce jour. Dernièrement un navire de pêche à la crevette avait été détourné par des « pirates ». L'équipage, grièvement blessé, a pu être récupéré en vie. Le bateau a été retrouvé dans une île de l'Atlantique dépendante du Honduras, mais il n'a pas été rendu.

Compléments d'infos, à toute pompe, on est le mardi 5 novembre. Quand je parle du FMLN, à propos du Honduras, il s'agit du Front Morazaniste... MAIS, quand c'est au sujet du Salvador, il s'agit du Frente Farabundo Marti de libération nationale, ce front correspond à la Direction Révolutionnaire Unifiée (politique et militaire). Avant il comprenait les Forces Populaires de Libération « Farabundo Marti », le Parti Communiste du Salvador et sa branche armée, Ejercito Revolucionario del Pueblo (E.R.P.), aujourd'hui, les Forces Armées de Résistance Nationale. Ces groupes agissent sur divers fronts de combat : outre les zones libérées, le front occidental, oriental, central et paracentral.

Mais, revenons à la réforme agraire. Le travail, la production sont assumés en commun par des collectifs jouissant de l'apport d'antennes vétérinaires mobiles, d'ingénieurs agronomes et autres scientifiques. Il ne faut pas laisser incultes ces propriétés abandonnées ou confisquées à des somozistes ou à des gros « terratenientes » non-somozistes (ils étaient plus discrets sur leurs opinions politiques ou ils faisaient partie de la bourgeoisie d'opposition comme feu Pedro Joachim Camorro, directeur de la Prensa) qui s'opposaient au dictateur parce qu'il prenait tout pour lui.

Ces propriétaires doivent cultiver entièrement leurs terres, ne rien laisser en friche. Sinon, ils peuvent accepter la proposition de la junte de reconstruction nationale et laisser un certain pourcentage de terre sous le contrôle et la gestion de l'INRA. Ces terres sont travaillées par des paysans au même titre et sous la même forme d'organisation que les terres confisquées aux somozistes. En cas de refus, les terres sont retirées aux propriétaires.

S'il y a toujours de violents heurts au sujet des conditions insalubres et invivables de travail des paysans, par contre, les efforts réalisés dans les U.P.E. pour améliorer la législation et les conditions de vie sont importants : habitat, santé, éducation, transports, communications, ... Les ouvriers agricoles employés par les propriétaires fonciers ont toujours des conditions de travail difficiles. La loi les concernant est d'élaboration récente et sa mise en application démarre. Les prochaines récoltes seront plus révélatrices de cette évolution.

L'objectif gouvernementale a été l'utilisation d'un maximum de terre cultivable pour une récolte optimum afin de retrouver une autonomie économique le plus rapidement possible. Beaucoup de « terratenientes » ont promis de cultiver tout leur patrimoine foncier, en réalité, ils laissent en friche des terres malgré les haut cris des paysans locaux au travers des journaux qui dénoncent cette stratégie de la mort lente. Devant la mauvaise volonté de certains propriétaires, la décision d'expropriation fut prise. Mais il était trop tard pour commencer. Ce qui, à mon avis, était la stratégie à court terme des gros proprios qui ont encore l'œil rivé sur Miami et qui attendent une période plus propice afin de se tirer avec plus de dollars que de cordobas, limitant ainsi la casse.

Le 7 (jour suivant), je reprends les infos :

Demain, on est le 8, ce n'est pas extraordinaire, mais ici cela représente quelque chose de particulier. C'est en effet le 8 novembre 1976 qu'est mort au combat, dans les montagnes centrales de Zinica, Carlos Fonseca Amador, commandant en chef de la Révolution sandiniste. Fonseca Amador était un des fondateurs du Frente Sandiniste, en 1961, et, de tous ses fondateurs, seul l'actuel ministre de l'intérieur Thomas Borge Martinez, est le survivant, tous les autres connurent des morts au combat. En fait, il paraît clair que si en 1926 Sandino avait donné le signal de la lutte libératrice, Fonseca Amador a repris la suite de l'idée, l'appliquant aux héritiers directs du gouvernement U.S., les Somoza. En 1956, Rigoberto Lopez Perez exécuta le père Somoza, Tacho, le fondateur de la tristement célèbre dynastie de formation U.S., et mis à la direction de la Garde Nationale en 1926. Ce geste, ce coup de pistolet fatal, avait bien sûr été donné dans la fièvre des événements de Cuba. Après la mort de R.L.Perez, Fonseca a pris le chemin de la lutte armée après quelques séjours en taule (plus d'un an au Costa Rica en 69, 70, Somoza ayant le bras long, d'où il fut « évadé » par un groupe de ses amis, dont l'actuel ministre Umberto Ortega Saavedra).

Ainsi, depuis ce même lieu, depuis une semaine, il y a une flamme (un flambeau, « una Antorcha ») qui court jusqu'à Matagalpa, sa ville natale. Cette « Antorcha » est portée en courant comme la flamme olympique, nuit et jour, par les éléments les plus remarquables, les plus actifs politiquement, socialement, au travail : des paysans, des syndicalistes (C.S.T.), des fonctionnaires, des miliciens, des femmes de l'AMNLAE, des membres des comités de défense sandiniste.

Le 13, c'est aujourd'hui, encore un jour à noter dans les annales de la politique du Nicaragua, car c'est hier qu'il y a eu le gros scandale des réactionnaires à la réunion du Conseil d'Etat.

Le 13, on avait une manif, justement pour le problème cité au-dessus.

Un peu d'histoire locale. Quand le F.S.L.N. mit en déroute Somoza, en 79, la Junte de Reconstruction Nationale, ainsi que le Conseil d'Etat ont été conçus de manière pluraliste. C'est-à-dire avec la participation de la bourgeoisie « anti-somoziste », des propriétaires terriens, de grands éleveurs, des industriels... la veuve de Pedro Joachim Camorro, et Alfonso Robelo, un autre grand bourgeois fanatique du secteur privé, étaient ministres. Ils sont partis enavril sous le prétexte que des Cubains participaient à la reconstruction dans le domaine médical et dans la croisade d'alphabétisation. Ce fut un splendide coup d'épée dans l'eau, étant donné que l'alphabétisation était un immense vide à combler. Ces gens, depuis leurs bureaux de P.D.G., ou dans les luxueux locaux de leurs mais politiques, que ce soient le Mouvement Démocratique de Nicaragua, le Parti Conservateur Démocratique de Nicaragua, ou le Parti Social Chrétien (à ne surtout pas confondre avec le Parti Populaire Social-Chrétien, pro-sandiniste), n'avaient pas levé le petit doigt pour la croisade d'alphabétisation, autrement que pour la dénigrer, la critiquer sans arguments constructifs, et même étaient allés jusqu'à mettre en doute l'utilité d'une telle œuvre.

Après le scandale raté du mois d'avril, voici le scandale avorté de septembre-octobre, essentiellement manœuvré par le quotidien « La Prensa ».

« La Prensa » travaille, au niveau international et particulièrement américain avec des agences de presse. Le fait qu'elle prenne des alliés « objectifs », qu'elle choisisse de collaborer avec telle agence plus qu'avec

telle autre, est son droit le plus entier. Le fait, donc, de collaborer avec la S.I.P., n'a rien de vraiment choquant lorsque l'on connaît l'actuelle position d'esprit des propriétaires de La Prensa. La S.I.P. a de nombreux et honorables correspondants dans le continent américain, au Nord comme au Sud. Le penchant de ces honorables correspondants est un fait connu depuis longtemps. Ils prétendent que ce que l'on dit partout n'est que rumeur et que la liberté de la presse existe au Chili, au Paraguay, en Argentine, Bolivie, Uruguay et autres. Passons, passons, retenons seulement que leur argumentation à propos de la presse chilienne, se base sur leur correspondant au MERCURIO, le journal des amis de Pinochet...

Bien, voilà le fait exact dans toute son ampleur. Il y a eu, à San Diego, au Sud des U.S.A., près du Mexique, une conférence de la S.I.P., ou un congrès, je ne sais plus exactement, sur la liberté de la presse au Nicaragua, ceci, pour pouvoir clamer tous ensemble que cette liberté n'existe pas, devant l'opinion publique internationale. Il est vrai que, lorsque l'on connaît les tendances de la S.I.P., cela n'a rien de particulièrement surprenant, « le hic », c'est que tout le monde ne connaît pas ses tendances, ils ont bien évidemment joué de ce point particulier. Et, lorsque le fils de feu - Camorro est revenu à Managua, tous les bourgeois de la ville en ont profité pour sortir leur nez et faire une manif pour la liberté de la presse... Voyez-vous cela, dans un pays comme le Nicaragua, ce cortège de bagnoles américaines avec leur chauffeur, venus soutenir ce petit parvenu, car il faut

bien le dire, c'est pas avec ses propres capacités que ce type est à cette place-là aujourd'hui, mais bien parce que son père est né avant lui, et qu'il a la chance de s'appeler Camorro, ce qui, pour eux, est devenu l'UNIQUE slogan publicitaire qui leur confère un tant soit peu d'identité nicaraguayenne, sans cela, ce ne serait rien de plus qu'un canard U.S. en langue espagnole, un de plus.

Toute cette tension s'est donc développée, jusqu'au 12 novembre dernier. Et, si lors de la tentative de coup d'Etat, avortée juste à temps, nous avons pu reconnaître la prédominance quasi exclusive du Parti Démocrate Conservateur du Nicaragua, nous avons aussi pu avoir nombre de renseignements sur l'ex-ministre de la Défense, ex-garde Nationale de Nicaragua, qui avait fuit au Costa Rica, après avoir tenté d'assassiner Somoza, et membre éminent du Parti Conservateur : Bernardino Larios, car il s'agit de lui, d'un anti-communisme du genre triple A (AAA), avait organisé cette tentative de golpe et dans son élan, s'était abouché avec des ex-dignitaires de la Garde Nationale en exil aux Honduras et à Panama, avait trouvé des mercenaires aux U.S.A. et la bénédiction de certains entrepreneurs nicaraguayens encore en activité sur le territoire qui lui avaient financé une partie de son expédition. Ces entrepreneurs sont organisés dans un genre d'amicale professionnelle, nommée le COSEP, (quelque chose comme le Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée). La Prensa, bien entendu, n'a rien écrit sur toutes ces salades, se laissant aller à publier quelque chose comme « Dernier Espoir pour notre démocratie, le dernier ministre non-bolchévique est sous les verrous »...

Nous arrivons enfin aux événements du 12 novembre où, dans le genre « fausse sortie », vieux truc de scène que l'on fait pour avoir un rappel... dans le genre fausse sortie ratée, on fait difficilement mieux. Je vais planter les décors, créer le climat du scénario.

Je vous ai déjà expliqué qui était Carlos Fonseca Amador et tout ce qu'il représente ici comme homme de valeur, lutteur infatigable, et guérillero mort les armes à la main, le 8 novembre 1976 sous le feu de la Garde Nationale.

Comme il n'y aura pas d'élections avant 1985 au Nicaragua, jusqu'à maintenant, seuls les partis réactionnaires ou bourgeois ont poussé leur beuglante des grands jours : les sous-nommés Parti Conservateur Démocratique du Nicaragua, le P.S.C., et le M.D.N. d'Alfonso Robelo. Remarquons que la tendance trotskiste non-intégrée au F.S.L.N. (car ceux de la quatrième internationale se sont intégrés), les M.L. de diverses catégories et principalement les maos, le MORE (Mouvement Ouvrier Révolutionnaire) filiale qui regroupe le Parti Communiste et ses sympathisants, la CAUS (Centrale Syndicale inféodée au même parti), la CUS et quelques autres sont eux aussi qualifiés de contre révolutionnaires et ce pour le style d'actions qu'ils ont faites ou préconisées et qui visaient à une révolution prolétarienne comme dans les livres... ceux-ci ne réclament pas d'élections, et le qualificatif de « contraste » ne les empêche pas de travailler aux coupes de café où à la production en générale comme il l'ont déjà fait lors de la campagne d'alphabétisation. Le problème essentiel que rencontrent ces derniers, vient essentiellement du fait qu'ils ont toujours suivi, sous la dictature, un petit train-train de politique classique. Ils ont eu, eux aussi, leurs martyrs certes, mais n'ont jamais développé le côté guérilla qui, pendant ce temps et depuis près de vingt ans, était mené par le front sandiniste. Bien qu'en dents de scie, avec des débuts plus que cahoteux et des périodes creuses, le FSLN n'en a pas moins gagné une expérience technique, politique et organisationnelle remarquable. Quand sont arrivées les effluves de la fin possible du règne de Somoza, tous ces gens, à diverses périodes, décidèrent de se lancer dans la lutte armée, sans préparation idéologique et encore moins technique. Le fait de prendre le train en marche leur a fait perdre pas mal de crédit, jusqu'au près de leurs propres militants. Ce qui leur a surtout été reproché, c'est d'avoir voulu utiliser les acquits de la révolution au profit de leurs organisations, alors que certains n'ont jamais eu de contacts véritables avec le Front Sandiniste. La Brigade Simon Bolivar n'était pas la seule dans ce genre de confusion. La fièvre de la victoire avait fait surgir bien des ambitions, c'est compréhensible.

Je vais donc achever ce point concernant les élections. Seuls les réactionnaires crient au scandale parce que tout meeting à fin électoraliste est suspendu jusqu'en 1984. Robelo est vraiment décidé à jouer le « the leader » de l'opposition. Sans grandes compétences particulières, il s'était fait remarquer au gouvernement le jour de son départ. Mais, voilà, Reagan a été élu, et Reagan veut rétablir la démocratie au Nicaragua. Alors, comme l'on dit ici, nos bourgeois « se ponen las pilas », en gros cela signifie qu'ils secouent la poussière de leur complet-veston. Et le 8 novembre, alors que tous les comités de quartier, les orgas, les syndicats utilisent ce jour pour commémorer Carlos Fonseca Amador (pas de la manière de nos vieux de 1914, ou de celle des anciens d'Indochine ou d'Algérie) en faisant des cercles de réunions, de conférences-débats sur l'histoire de la Guérilla, l'Internationalisme, les Droits de l'Homme, le militantisme... nos vestiges du MDN, avec Robelo en tête, protestent contre la suspension de leur meeting électoral prévu, comme par hasard, le 8 novembre, à Nada'im, un coin où il y a eu un paquet de militants assassinés, torturés, puis exécutés sous le régime de Somoza. La provocation fit bondir tous les Nicaraguayens. La manif du MDN arriva à la hauteur d'un collège où les jeunes de la Juventud 19 de Julio étaient en train de parler de ce que l'on appelle ici « Los Heroes y Martires de la Revolucion », pendant la guerre il y eut des gamins comme Luis Alfonso Velasquez Flores, qui à 9 ans descendait les G.N. au calibre, et comment fut pris d'assaut la caserne de Masaya... Les « jeunes » du MDN dispersèrent le meeting avec la lance

à incendies du coin de la rue, faisant un autodafé de la Bandera Roji-negra, alors que leur drapeau vert n'est apparu qu'après le 19 juillet 1979. Il y eut un énorme choc dans la population, car, jusqu'à maintenant, c'est « Chavalos a billetes » (gosses à fric) faisaient plutôt sourire tristement. Il est de notoriété publique que ce sont eux et leurs parents qui stockent des denrées depuis des mois histoire de faire une crise économique. La crise deviendrait, selon eux, politique à brève échéance. Ils pourraient soit se tirer à Miami, soit faire du marché noir en attendant les envoyés de Reagan. Certains particuliers qui stockaient des tonnes de sucre, d'huile de lait en poudre et de « Frijoles », ont déjà été identifiés.

Là-dessus, nous arrivons à l'affaire du 12 novembre, lors de la session du Conseil d'Etat où, après quelques tentatives, les réactionnaires se sont offert une sortie « étudiée », un par un. Comme par hasard, la Prensa titre aujourd'hui « crise politique au sein du Conseil d'Etat ». Alors on vit sortir le représentant du MDN, ce du COSEP, celui du Parti Social-Crhétien (un gros se sont les « Lefebvristes » du Nicaragua), quelques autres sectes de moindre importance et, ce que l'on n'a pas tellement compris sur le coup, les délégués de la CTN, Centrale des Travailleurs du Nicaragua, un syndicat, sans plus.

Et c'est-là le drame, le mélodrame, un vrai vaudeville, car les secteurs réactionnaires croyaient, vraiment, faire naître une véritable crise politique au sein du pays.

La riposte ne s'est pas faite attendre. Dans les heures qui ont suivi, dans tous les bleds même les plus isolés, on a commencé à brûler les pneus de voitures aux coins des rues et les gens se sont rassemblés-là pour discuter et partir en manif de solidarité avec la Junte de Reconstruction. Une fougue et une hargne significatives, n'oublions pas que ces bourgeois sont encore pour l'instant propriétaires de 60 % du territoire et qu'ils se font tirer l'oreille au sujet des améliorations des conditions de travail. Si en plus ils foutent le merdier, cela ne va plus. Ce ne sont pas les militants professionnels qui sortent, ce sont les pros. Ce sont des slogans du genre : « PING PANG FUERA, ABAJO LA GUZANERA » (.....à bas la vermine), « PARA ROBELO, LA MODELO.... Y SI RESISTE, QUE SE LE TISTE » (la prison Modelo pour Robelo, et si il résiste, qu'on le butte).

Les copains militants ont souvent eu un mal fou pour calmer l'ambiance, c'est dire si ça craignait. Mais le peuple nicaraguayen, s'il est combatif, n'en a pas moins les pieds sur terre. Certains entrepreneurs et certains groupements d'entreprises, de plus en plus nombreux chaque jour, déclarent n'être pas d'accord avec la position de refus de la COSEP et même pire, que les prétendus démocrates de la COSEP (les représentants de la COSEP au Conseil d'Etat) ont pris cette décision sous leur chapeau, sans rien demander à ceux qu'ils étaient censés représenter... BRAVO, belle manœuvre, la tentative de la COSEP de créer une situation de crise se transforme simplement en crise de la situation de la COSEP... Ils sont devenus visiblement ce qu'ils étaient essentiellement (pour reprendre l'expression consacrée à ce genre de phénomène).

Le jour même du retrait de la COSEP, la plupart des représentants des secteurs productifs de RIVAS, au Sud, vers le Costa Rica, a protesté devant le Conseil d'Etat pour que, dorénavant, il puisse conserver une représentativité à cette assemblée autre que ce fameux COSEP. Les secteurs Agropécuarios, Ganaderos, et nombre d'autres se sont joints à cette dénonciation de la COSEP.

Quant à la CNT, Centrale des Travailleurs Nicaraguayens, les dirigeants/représentants qui avaient participé à cette fameuse sortie du Conseil d'Etat, se mordent



les doigts. On ne sait pas encore très bien si ce sont les affiliés à ce syndicat (car il y a une notable protestation de leur part au sujet de la décision de leurs dirigeants) ou les dirigeants eux-mêmes qui risquent, dans quelques jours, de perdre leurs sièges de bureaucrates. En effet, une déclaration, avec preuves à l'appui, vient de paraître, comme quoi les bureaucrates en question touchaient plus de fric du secteur privé et des partis réactionnaires de la bourgeoisie de luxe qu'ils n'en touchaient de l'autre côté avec l'indemnisation que leur confèrait leur poste syndical...

Dans le même laps de temps, et cela sera plus important que ce que je viens de vous expliquer, s'est produit ce que l'on peut comparer à la troisième victoire de la révolution (la première étant celle du 19 juillet, la seconde celle du 23 août date de clôture de la campagne d'alphabétisation. Aujourd'hui, 16 novembre, après deux jours complets de congrès, baptisé pour l'occasion congrès pour l'unification syndicale du Nicaragua « Carlos Fonseca Amador » était proclamé vers les 15 heures par la voix officielle du FSLN à Matagalpa « Radio Insurreccion » la coordination des centrales syndicales du Nicaragua.

Sont partie prenante de cette unité syndicale pour une plus active reconstruction du pays et pour l'extermination définitive des formes d'exploitation du peuple encore existantes : la CST (Centrale Sandiniste des Travailleurs), l'ATC (Asociacion de los Trabajadores del Campo - Sandinista), le F.O. (Frente Obrero) qui est marxiste-léniniste, la CAUS (Centrale Syndicale du P.C.), la CUS (Centrale d'Unité Syndicale), l'UPN (Union des Journalistes du Nicaragua), le syndicat des enseignants et éducateurs ANDEN (Asociacion Nacional de los Educadores de Nicaragua), la CGT (Confédération Générale des Travailleurs) qui est indépendante. Il me paraît probable que lorsque la CNT aura réglé ses différends internes, une partie des ouvriers se joindra à

l'unité syndicale si les dirigeants actuels gardent leur poste. Dans le cas contraire, il est possible que ce soit l'ensemble de la CNT qui rejoigne l'Unité Syndicale. Quoi qu'il en résulte pour l'avenir, il me semble que c'est vraiment un élément de grande importance quant à la conduite future de la scène politique. Et nous pouvons, d'ores et déjà, prétendre que les critiques faites à certains groupes de gauche, au sens « contre-révolutionnaire » du terme (pour reprendre le qualificatif qui était employé à leur égard pendant la période qui va du 19 juillet 79 à ces jours-ci), le qualificatif de « contras » disparaîtront logiquement de la scène politique.

P.S. :dans l'histoire de la sortie théâtrale du Conseil d'Etat, il faut également ajouter le Parti Social-Démocrate....

Au sujet du traité de paix Honduras/El Salvador, quelques détails : un mercenaire Nord-Américain a été capturé en territoire libre de Morazan, par les forces armées populaires de ce pays, il y a quelques jours. Il était vêtu de l'uniforme de l'armée régulière du Honduras.

Les forces aériennes du Salvador ont effectué plusieurs incursions en territoire du Honduras pour y bombarder les camps de réfugiés. Le gouvernement Hondurien n'a rien dit ne cherchant même pas à démentir les faits.

Avertissement : Ce texte a été écrit début novembre 1980. Depuis, des faits importants se sont déroulés en Centre Amérique : offensive générale du Front Farabundo Martí au San Salvador (dont l'issue est pour l'instant incertaine), l'aide militaire accordée par les U.S.A. au gouvernement Salvadorien,

Ah! RDECOM

SI L'ENFANT EST ATTENDU, IL AURA INTERET A REPOUDRE A L'ATTENTE.

ARDECOM, Association pour la Recherche et le Développement de la Contraception Masculine. Création du Groupe « Pas rôle d'homme » de Paris qui, pour sortir de la fossilisation que commençaient à produire les palabres, décidait de s'affronter concrètement à la contraception masculine. Depuis le groupe, a essaimé dans quelques villes de France.

Trois expérimentations sont en cours (méthodes réversibles) :

- hyperthermie scrotale: le réchauffement des couilles provoque une baisse importante de la production de spermatozoïdes (spermatogénèse). Les résultats ne permettent pas de garantir une stérilité totale. Tatonnements pour trouver une méthode d'échauffement acceptable quotidiennement, durée, température. C'est la proposition de contraception la plus douce. Aucun élément chimique n'intervient. Le bricolage des slips fait appel à une technologie simple.

- la pillule contraception hormonale: la spermatogénèse peut être arrêtée par un apport pris par voie orale d'acétate de médroxyprogestérone (M.P.A.) et de testostérone par voie cutanée. Le MPA est déjà largement utilisé soit dans la contraception féminine, soit à de très fortes doses dans des indications médicales. Il n'a pas été rendu responsable de troubles métaboliques ou vasculaires importants.

- une recherche est entreprise sur l'utilisation de la testostérone seule qui, à certaines concentrations supprime la spermatogénèse.

Il est inutile d'attendre du médecin une ordonnance pour un contraceptif. Le terrain se défriche, mettant en jeu un énorme appareillage de labos ainsi que des sommes importantes.

Autant que faire se peut, pour ne pas être dépendant du pouvoir médical et contrôler, au maximum, l'expérimentation, il est nécessaire de prendre en charge tout processus qui ne demande pas de connaissance poussée. Chacun peut, très vite, réaliser un spermogramme.

Certaines expérimentations sont gratuites, prises en charge par la SS ou des laboratoires. Les expérimentateurs peuvent encore imposer leur choix, refusant d'être des cobayes pour l'industrie pharmaceutique. S'attaquer au pouvoir médical exige une crédibilité qui s'appuie sur des connaissances concernant la physiologie de la reproduction, les apports hormonaux et leurs conséquences, comprendre ce que son corps éprouve et l'exprimer, suivre et interpréter les résultats de l'expérimentation...

Parallèlement se mettent en place une étude du comportement et des attitudes des hommes face à la contraception, de preneurs de pilules et de leurs compagnes face à la procréation, ainsi que des motivations et comportements d'hommes suivant une contraception masculine hormonale réversible.

Il est prématuré d'affirmer que la contraception masculine soit utilisable en masse. Pour cela, il faudrait qu'elle soit efficace à 100%, simple d'utilisation et inoffensive. Les expérimentations ont juste montré qu'elles étaient inoffensives. Mais aucune des méthodes n'est simple et il est impossible de savoir si elles sont efficaces car l'expérience n'a pas été tentée à grande échelle, pendant des années.

La vasectomie, qui par une intervention chirurgicale simple sectionnant les canaux qui conduisent les spermatozoïdes à la verge, assure une stérilité, pour le moment, irréversible.


Aujourd'hui, ARDECOM n'est pas représentatif des anciens groupes Pas rôle d'homme. Par contre, il en suscite. ARDECOM fourre-tout où il est possible, même si ce n'est pas évident, de se rencontrer autrement que par des attitudes de compétition. Remise en cause du statut de l'homme dans notre société où la virilité est liée à la reproduction. Approche collective et individuelle de la paternité. Enfin, pouvoir parler...

Une revue est publiée. Elle en est à son numéro deux: ARDECOM, CONTRACEPTION MASCULINE ET PATERNITÉ.

Elle est le reflet des débats qui animent ou secouent les groupes, et fait le point sur les différentes expérimentations en cours. Les protocoles qui fixent les modalités des expérimentations y sont commentés.

Pour tout contact: GL LYON: ARDECOM c/o CEP BP 6 St Jean 69245 LYON CEDEX 1.





L'HOMME N'EST PAS CE QU'IL DIT, IL EST CE QU'IL FAIT

C'est plus parce que je trouve que la parole est superflue et trop violente, que par incapacité de parler, que j' préfère prendre un stylo. Plus parce que ce que j' écris dépend du fondement même de ce que je suis, alors que mes paroles sont entachées de mes sensations d'un instant. Puis, aussi, parce que les mots ne prennent véritablement leur signification que lorsqu' ils sont couchés dans ce qu' ils n' auraient jamais du quitter : leur lit originel. Si nous pouvions faire ressentir aux autres nos impressions nos ressentis... par une musique, une ambiance... Il y aurait certainement moins d'ambiguïté dans nos rapports. Guido CREPAX a fait une B.D. avec du jazz... La logique voudrait que je prenne ta lettre et que j' en souligne tous les aspects qui me déplaisent. C' est ce que j' avais commencé à faire... Coincé que je suis dans les gédles du langage, je ne sais pas trop comment en sortir et ça m' emmerde...

Moi, ça m' plairait tq' t' imagine que t' es allongée dans une herbe printanière, sur un alpage, par exemple, une paquerette aux lèvres, un ciel super dégagé, le bourdonnement des mouches à l' ombre des châtaigners en fleurs, le ruissellement d' une source proche le volètement des hirondelles, le tintement d' une clarine au loin...

UN REVE...!!!

Pourquoi t' es si froid ? suite...

Des sourires, des grincements de dents, des éclats de rire, des ronchonnements,... ce texte a eu son p'tit effet au comité d'lecture.

Pas trop envie d'répéter l'même chapeau que dans « Pourquoi t'as si froid » du numéro 26 (mars 79).

Mais l'article de Sonia Herzbrun « En dissidence » (numéro 37) peut donner l'une des raisons qui font que certains-certains s'intéressent plus précisément à ce qui se passe dans leur tronche, aux rapports de pouvoir entre les individus.

Je n'ai pas de mots, pas de gestes..., rien qui ne soit, à un niveau ou à un autre, un peu prostitué pour décrire les sentiments que je peux avoir pour ceux avec lesquels « j'aime » à être. Cette nuit, j'ai pleuré parce que quelqu'un que « j'aime » est en taule, en grève de la faim... j'avais pourtant les yeux secs...

Entre toi et moi, il y a des mots, des gestes,... banaux ! Mais, si je viens te voir, il y a aussi d'autres choses que la parole ne peut que synthétiser dans ce banal « je t'aime » où les sentiments sont castrés dans leurs amplitudes, dans leurs contenus, dans leurs sens mêmes. Et, même si je reste chez moi, ou chez d'autres, ... ailleurs, il y aura toujours un morceau de toi qui me collera quelque part dans la région d'un muscle vital...

Ce que j'ai vécu jusqu'à présent m'a toujours interdit d'exprimer ce que, tout au fond de moi, en dessous de tous les gravas de l'éducation bourgeoise, catholique et romaine, j'ai pu ressentir comme plénitude de sentiments. Peut-être que les sinistres craquements de l'infrastructure EDUCATIVE ne se ressentent pas sur mon extérieur. Mais, j'ai l'absolue détermination de me sortir de tout ça pour tenter de sourire sans retenues, tenter d'aimer sans arrières pensées...

Pour me sortir du ghetto des relations frustrées, des désirs inavoués (donc baffoués), des ressentis inexprimables parce qu'incodifiables, j'ai pleuré et je pleurerais certainement encore. Mais je me refuse à considérer le désespoir. Car il est l'aboutissement de l'incapacité à s'affirmer, l'incapacité à vivre... Mon autonomie, je l'affirme en tentant de comprendre la démarche des autres et les mécanismes neurologiques qui poussent les individus à agir. Mais pour ça, il me faut le recul suffisant pour appréhender les différends qui peuvent s'opposer. Aussi, je vis seul. Et le hasard, je voudrais qu'il fût ma vie et ma rencontre avec les différents fruits qui devraient la composer. Fruit moi-même, je n'ai pas l'appréhension de m'exposer aux intempéries. Ce qui a été mon parcours jusqu'à maintenant, m'a donné suffisamment d'armes pour y résister. Les faiblesses que je peux avoir, que j'ai certainement, il me les faut connaître afin de les combattre. Et, je crois pouvoir affronter cette « traversée du désert » en me nourrissant de n'importe quelle source, de n'importe quel fruit, de n'importe quelle sève pourvue que la composition qu'ils se donnent à ma rencontre, me soit bénéfique. On peut même faire un bout de chemin ensemble, s'il y a une pleine acceptation de l'autre et de son monde personnel.

Le propre du système est de pousser les gens dans un monde unidimensionnel et microcellulaire : microatomique. On est dans un univers atomique où nous, les atomes, nous déplaçons en tout sens, rebondissant sur les parois qui forment les limites de cet univers, qui sont figées par un certain nombre de conventions bourgeoises. Pour faire éclater ce carcan, il faudrait que tous les atomes arrivent à se fondre les uns dans les autres et du même coup, grossissent d'une telle vigueur que leurs déplacements se trouvent orientés dans un même sens.

Et, même avec les tabous et les blocages que je peux encore avoir, je ne suis plus seul. Même, avec toutes les appréhensions qu'on m'a foutues dans la tête quand j'étais gamin (« On ne connaît ses vrais amis que dans le malheur »), j'ai la certitude que si j'me plante un jour ou l'autre, il y aura toujours quelqu'un qui me

connaîtra, qui aura toujours de l'énergie à me donner pour que je sorte de mon trou.

Je n'ai pas forcément besoin « de faire l'amour » (j'aime pas cette idée de fabrication, pour moi, c'est plus une idée de « consécration », de « concrétisation », mais, surtout pas d'aboutissement !) et ce n'est pas moi qui politise les relations. Elles le sont déjà par avance. Parce que c'est vrai qu'il y a un phénomène de propriété, de dépendance, de notion binaire. Pourquoi existe-t-il le mariage ? Et le Droit qui régit cet acte barbare ? Et la domination de l'homme sur la femme par l'intermédiaire de ces fameuses Lois Saliques, à l'origine de la guerre de 100 ans ?

Mon besoin d'exister réside dans l'esprit de ce que tu nommes « ghetto social » effectivement c'est un ghetto. Mais faudrait voir le pourquoi de ce ghetto. Qu'est ce qui fait que c'est un ghetto ? Il n'est pas dans mon propos de tenter de faire un cours de sociologie. Je n'en ai ni la prétention, ni les moyens, ni les capacités, sans compter que je n'en ai pas tous les éléments. Mais, c'est dans ce ghetto, dans cet « esprit de famille » que je rencontre les contradictions qui font que je ne peux pas rester stationnaire et immobile dans des refrains moralisateurs, déresponsabilisants, irresponsabilisants.

J'ai pas envie de tenter de donner une image de moi pour la décrire comme une philosophie. Je contiens trop de contradictions pour cela !

Et, si je suis reconnu dans ce ghetto, si j'y ai une place et qu'on vient me chercher pour faire la fête ou pour d'autres choses, c'est que le pouvoir que je contiens, je ne l'emploie pas à l'encontre de la « cause commune », mais parce que l'aspect que revêt la critique que je personnalise, est l'une des composantes d'une remise en cause plus globale et qu'elle est considérée comme telle.

L'errance... tout l'monde y est . Tout l'monde recherche une sortie à la solitude morbide qui régit le salariat. Effectivement, y a personne d'autre que toi qu' es à la chaîne en train d'faire des assemblages débiles, y a personne d'autre que l'taulard derrière les barreaux, y a que Gérard Fontaines qu'est en grève de la faim, y a qu'une seule personne qui tient le stylo qui trace les caractères que tu vas décrire, ... Mais, y a combien d'personnes qui, par leur vécu et la lutte qu'elles ont mené, font que toute la puissance de destruction que l'on contient, on s'en sert dans un but sensiblement commun ? (j'fais vaguement allusion au déterminisme historique, à la conscience de classe, à la conscience collective, ...). Y a différentes choses qui représentent autant de repos, de sécurité, de vérité. Ces étapes, elles ne sont pas rigidifiées et par héritage bourgeois autant que par facilité (qui atteste de notre pauvreté intellectuelle !) on tente de les cloisonner dans des stéréotypes. Lauzier, Bretecher, ... sont des personnes qui ont une capacité formidable à dénoncer cet état de fait.

Ma sécurité se situe dans le relatif confort que je peux trouver dans la reconnaissance de ma personne et de la place qu'elle occupe dans/par ce fameux ghetto. Donc, mon errance (à savoir la recherche d'une unité de ce que je suis, ce que je fais, ce que je pense, ce que je désire, ...) se situe dans un absolu (l'univers atomique que j'ai décrit) contenant un très grand nombre d'autres errances, qui sont toutes, consciemment ou inconsciemment, sur le même processus de recherche. Certains, en

ont plus ou moins conscience et se regroupent. Voilà l'une des causes du ghetto. Ce qu'il faut combattre, c'est que cette cause ne devienne pas RAISON, donc sécurité, donc vérité unique. Je ne suis pas un inquisiteur !

C'est dans ce sens que je suis d'accord avec Léo Ferré lorsqu'il dit : « ... l'emmerdant dans la morale, c'est qu'il y a toujours la morale des autres... ». Remplace morale par vérité ou par sécurité,...

Il n'y a pas de vérité unique et absolue, au dessus de tout. Ou s'il y a en a une, elle est pur'ment mécanique : c'est le muscle cardiaque qui fait circuler le sang dans les veines !

Mon errance à moi, je n'y mets pas de limites. Peut-être qu'un jour, je m'arrêterai de chercher et que j'aurai l'illusion d'être arrivé à ce que je cherchais. Alors, je renierai ce que j'écris à présent. Mais, l'heure n'est pas encore arrivée. Mon passage en taule, ça a été un croche-pied qui m'a fait changer d'sillon, de manières de rechercher. Mais ça m'a aussi permis de voir disparaître des illusions : lutte, purisme, fatalisme, dogmatisme, ... Et, je ne vois pas pourquoi je combattrais le romantisme (qui git, dégoulinant du sang de ses souffrances, quelque part en moi), ni l'utopie (qui est le fondement même de notre instinct de survie : « soyons réalistes, demandons l'impossible ! »), sous le fallacieux prétexte que ce n'est plus de notre siècle. Avoir les pieds sur terre ne veut pas dire qu'il faut nier une partie (non négligeable) de soi-même.

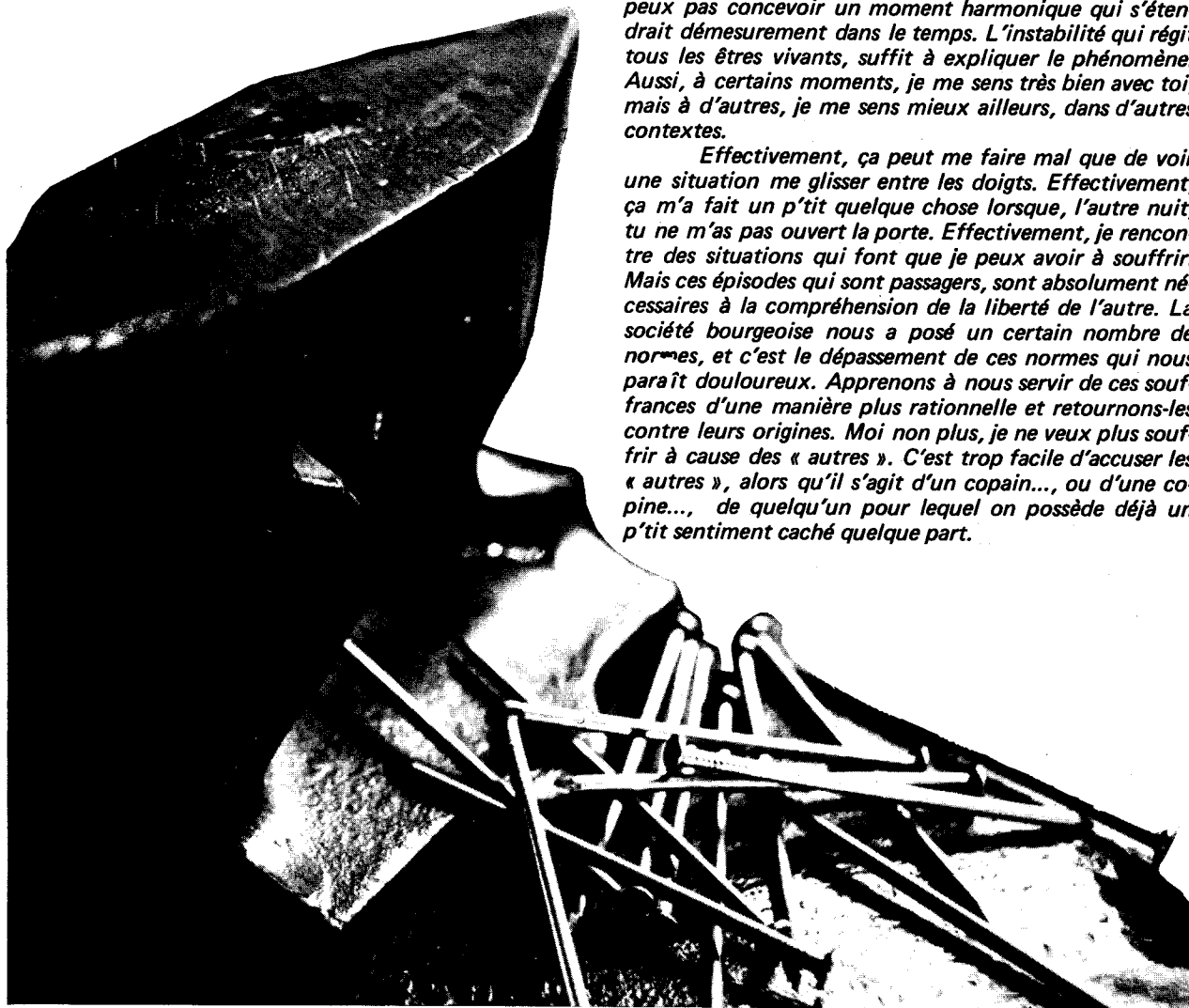
Je serais Machiavel si je comptais les femmes avec lesquelles j'ai pu partager un bout de vie. Et, je me refu-

se à considérer ces relations comme des échecs. De toute manière, on en tire des conclusions qui sont des enseignements. Aussi, je ne peux me permettre le confort sécurisant d'une relation exclusive. Parce que j'ai encore plein de gens, d'évènement, de situations, ... à connaître et que toute ma vie n'y suffira pas. Et que cette zone de sécurité m'insécurise lorsque je considère l'absence de devenir que m'offre cet impasse. De loin, j'y préfère ce que, par opposition, les partisans du couple appelleront une ruelle sombre parsemée de coupe-gorges, et que personnellement, je n'ai pas envie de voir se situer dans une agglomération quelle que soit son importance.

Et, ces idées, c'est ma raison qui les forme. Elles sont miennes. Elles font partie de ma chair. Je ne peux pas avoir deux vies séparées l'une de l'autre par un barbelé de sécurité. Je veux affirmer l'unité de ce que je suis. Aussi, l'insécurité que formule ma réflexion est aussi ce que je veux vivre quotidiennement.

On ne démystifie que ce que l'on a mystifié. Et, une relation, à quel niveau qu'elle puisse se situer, je voudrais pouvoir l'aborder la tête froide, sans la nécessité de l'élever jusqu'au pinacle. Ma vie est suffisamment difficile à mener sans que je m'encombre d'un mythe, d'une fixation, d'une cristallisation d'une partie de moi-même. Il se trouve que, dans ce que je rencontre quotidiennement, je prouve une certaine quantité de plaisirs ou de déplaisirs. Ne me croyant pas maso, je préfère côtoyer le plaisir. A certains moments, il y a des plaisirs qui me satisfont plus que d'autre. Et ce ne sont que ces moments-là qui doivent m'intéresser. Des ambiances, des situations, des personnes, ... remplissent ma vie et je ne peux pas concevoir un moment harmonique qui s'étendrait démesurément dans le temps. L'instabilité qui régit tous les êtres vivants, suffit à expliquer le phénomène. Aussi, à certains moments, je me sens très bien avec toi, mais à d'autres, je me sens mieux ailleurs, dans d'autres contextes.

Effectivement, ça peut me faire mal que de voir une situation me glisser entre les doigts. Effectivement, ça m'a fait un p'tit quelque chose lorsque, l'autre nuit, tu ne m'as pas ouvert la porte. Effectivement, je rencontre des situations qui font que je peux avoir à souffrir. Mais ces épisodes qui sont passagers, sont absolument nécessaires à la compréhension de la liberté de l'autre. La société bourgeoise nous a posé un certain nombre de normes, et c'est le dépassement de ces normes qui nous paraît douloureux. Apprenons à nous servir de ces souffrances d'une manière plus rationnelle et retournons-les contre leurs origines. Moi non plus, je ne veux plus souffrir à cause des « autres ». C'est trop facile d'accuser les « autres », alors qu'il s'agit d'un copain..., ou d'une copine..., de quelqu'un pour lequel on possède déjà un p'tit sentiment caché quelque part.



Je ne prends pas ce qu'il me plaît, je le partage. Je ne suis possesseur que de ma propre vie (même pas de mon devenir, qui, lui, est enchaîné à des contraintes mécaniques) et, si je veux vibrer, ce n'est certainement pas dans la masturbation que j'y trouverais mon compte. C'est avec les autres et les désirs des autres que je pourrais prendre du « bon temps ». C'est dans la conjugaison de la somme de toutes les volontés que l'on pourra réaliser un quotidien un tantinet moins frustrant.

Si nous sommes sur des cheminements radicalement opposés, je peux t'assurer que moi aussi, je suis réactif à mes sens et à mes pulsions. Mais, ma raison m'ordonne d'être suffisamment honnête pour déterminer où se trouve mon avenir : un avenir que je veux émancipateur. Ça veut dire que, pour moi, une relation n'est pas gratuite. Elle correspond à un engagement. Les relations que je peux avoir n'étant pas à proprement et à strictement parler des rencontres, car elles ne se situent pas dans un contexte de solitude à combler et, de plus, restent relativement contenues dans un cadre affinitaire et affectif. Les copines avec lesquelles j'ai à partager une certaine intimité existent déjà, pour moi, dans un contexte où elles ont leur place, où leur personnalité s'exprime et, donc, sont obligatoirement reconnues par moi dans le rôle qu'elles projettent sur le groupe.

S'il m'arrive de m'isoler avec une copine, cela ne peut revêtir à aucun moment un caractère de durabilité. C'est que nos sensations sont, à ce moment précis, à l'écoute de l'autre, vers l'autre, pour l'autre.

Mais, très vite, il me faut trouver une dimension plus collective, pour ne pas sombrer dans certaines formes d'habitudes, qui engendrent l'ennui, donc, d'une certaine manière, la morosité.

Pour que je me trouve « bien » dans une relation, il faut que je connaisse un minimum la copine avec laquelle je me trouve. Le « coup de foudre » n'existe que pour combler-camoufler la solitude. L'« amour », standardisé qu'il est, par tous les concepts bourgeois, n'existe



pas. Ce s'rait plutôt quelque chose que l'on ne peut pas exprimer, quelque chose qui n'est pas codifiable, et qu'on a castré quand on l'a fait rentrer dans son moule, dans sa référence, ... dans son mot.

Je ne pourrai atteindre une relative plénitude (relative puisque toujours perfectible : principe de la révolution permanente) que lorsque j'arriverais à harmoniser ma place dans le salariat et mes relations affinitaires (mes relations « amoureuses », sexuelles, affectives étant contenues dans cet affinitaire). Il est évident que le salariat ne m'a jamais apporté de satisfactions (possibilités de création, de don de soi, d'expression explicite de mes ressentis, ...) c'est pour cela, qu'il me semble que je n'attendrais jamais cet « achèvement » de moi-même. Faudrait la révolution !!! Ceci dit, je peux tenter d'y approcher en m'en donnant les moyens. Ces moyens, y en a pratiquement une infinité. Tout dépend des individus. Pour moi, c'est de refuser l'émulation sauvage qu'offre le capitalisme : la promotion sociale. Même une p'tite place « minable » de balayeur peut-être aussi riche que celle de chef. Faut surtout pas se laisser noyer par des broutilles. J'ai pas trop envie de décrire mon devenir sociale, d'abord parce que je n'en ai rien à foutre ! Et, c'est là l'essentiel qui n'a pas besoin d'ensuite pour se justifier.

On ne choisit pas. On ne choisit rien. Encore moins une personne. Ça voudrait dire que cette personne est soumise et je cesserais alors de la considérer comme un individu mais comme quelque chose qui rampe...

Je n'ai pas choisi d'aller en taule. Je n'ai pas choisi le védetariat que cela peut revêtir dans certains milieux. Je n'ai pas choisi de vivre. Le choix n'existe pas. C'est un leurre. Les gens ont des origines, un vécu, rencontrent des événements qui les forment dans une certaine logique qui est la leur. A partir de cela, ils opteront pour tel ou tel objet, par référence à ce qu'ils ont déjà vécu. Je ne choisis pas de t'écrire pour tenter de m'exprimer. J'y suis obligé. Pas par toi. Ce sont mes circuits intellectuels qui m'amènent à penser que c'est, pour moi, la moins mauvaise solution.

Je souhaite très sincèrement que tu pigeras moins difficilement la nébuleuse qu'il peut y avoir dans ma tronche. Ce ne sont pas des relations de « hall de gare » ou « l'appel de la chair qui régissent mes pulsions. Ce serait plutôt un moment fort partagé à deux ou à plusieurs. Et pas forcément sexuellement.

Ceux que « j'aime », ce sont ceux qu'il me plaît à rencontrer. Par sécurité, par communion d'intérêts, d'idées, par ressentis identiques, ... Et, je n'ai pas besoin de m'encombrer de déclarations de principes pour passer un chouette moment... Y aurait qu'un mot peut-être pour déterminer ce que je crois être un préalable : sincérité... ou franchise... Même si ces mots sont dévoyés par les litanies religieuses...

Ce qui fait que je ne cherche pas un être humain bien particulier. Ce qu'on cache sous le mot tendresse, ça se rencontre au hasard d'une rue, dans la solitude d'une foule, dans les caves de commissariats... et ne peut pas se contenir dans un seul moment, dans une seule personne...

Parce que nous sommes tous des « asociaux », des « inadaptés », je ne peut pas affirmer la veracité de ma lutte comme seule et unique valable. Ma lutte est ce qu'elle est. Par l'écrit, par l'action, ... mais je ne veut pas me servir d'elle comme d'un « faire valoir », comme d'une justification... je n'existe pas détaché de mon contexte ou de mon implication, et, ne cherche pas à me servir de mon contexte ou de mon implication pour apporter la preuve de mon existence. D'autres s'en chargent... ■

La douceur de ta peau pour tambour

Article 398 du Code de Justice Militaire :

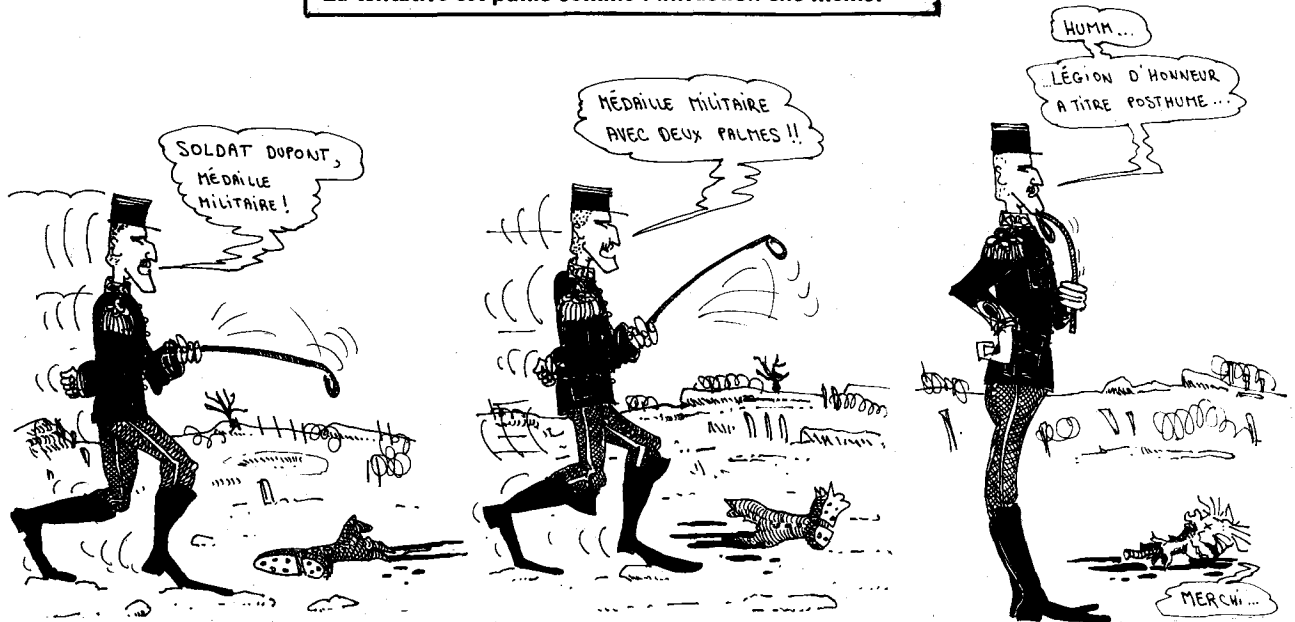
Tout militaire convaincu de s'être rendu volontairement impropre au service, soit d'une manière temporaire, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire à ses obligations militaires, est puni :

1) En temps de paix, d'un emprisonnement de un à cinq ans et de l'interdiction pour une durée de cinq à dix ans de l'exercice des droits prévus à l'article 42 du Code Pénal. Si le coupable est officier, il pourra être puni, en outre, de la destitution.

2) En temps de guerre, de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans,

3) de la même peine, s'il se trouve sur un territoire en état de siège ou en état d'urgence ou en présence de bande armée. Il est puni de mort s'il était en présence de l'ennemi.

La tentative est punie comme l'infraction elle-même.



Le 23 mai 1980 : Innovation de la part des autorités militaires : un maréchal des logis, garde mobile, est poursuivi devant le T.P.F.A. de Lyon pour **mutilation volontaire**. Ayant ce que l'on appelle pudiquement des « problèmes familiaux, le gendarme s'était tiré une balle dans la main, espérant ainsi quitter la Bretagne pour être rapatrié dans sa caserne au cours d'une permission de convalescence. Il fut condamné à 5 mois dont 3 avec sursis et privé de ses droits civiques. Il avait fait 2 mois d'arrêt et été dégradé. La peine couvrait les arrêts.

Fin novembre 1980, au T.P.F.A. (Tribunal Permanent des Forces Armées) de Metz : Laurent B., 19 ans, est condamné à 20 mois de prison ferme et à la privation de ses droits civiques pendant 5 ans pour s'être taillé les veines et avoir entamé une grève de la faim, lors de son incorporation au 18ème R.T. d'Epinal : **mutilation volontaire**.

Yves G., 23 ans pareillement condamné. Il avait fait une grève de la faim qui le faisait réformer après avoir été conduit à l'hôpital militaire : **mutilation volontaire**.

Didier P., 23 ans avale des médicaments. Une tentative de suicide qui lui coûtera 13 mois de prison dont 12 ferme et la privation de ses droits civiques durant 5

ans : **mutilation volontaire**.

le 24 novembre 1980, Gérard Fontaines insoumis aux arrêts de rigueur de la caserne de la Valbonne, entame une grève de la faim, 25 jours après son arrestation. Le surlendemain, il était menacé d'une inculpation pour **mutilation volontaire**.

La loi est dans le Code de Justice Militaire. Elle avait servi durant la « pacification » de l'Algérie. (1 million de morts civils et militaires pour une population de 9 millions). Puis, elle était tombée en désuétude. Voilà qu'elle ressort, en même temps que l'armée essaye et parvient à faire surface, prête à entrer en scène au premier claquement de drapeau, au premier « dans l'intérêt supérieur de la nation ».

Il y a 10 ans, les autorités militaires ne pouvant enrayer les campagnes antimilitaristes qui s'appuyaient sur l'objection de conscience et l'insoumission avaient pu, en toute légalité, porter la peine de prison infligée aux insoumis par les T.P.F.A. à 2 ans de prison ferme. Il suffisait de demander au réfractaire de porter l'uniforme. Cérémonie officielle, la question devant être posée par trois fois, devant témoins dont un officier, pour que

le délit soit constitué. Le Colonel de la caserne n'avait plus qu'à porter plainte auprès du Commandant de la Place d'Armes, celui-ci transmettant alors le dossier et la plainte au Parquet Militaire du T.P.F.A. le plus proche, à fin d'enquête et de sanctions. Légal. Si l'insoumission est punie d'une peine maximum d'un an, le délit de refus d'obéissance l'est de deux ans. Ainsi, selon les autorités, les objecteurs de conscience astreints à un service civil de deux ans, n'étaient pas défavorisés. Tendez la main à un manchot, cela vous permettra de lui casser la gueule pour impolitesse puisqu'il ne vous tendra pas la sienne, en retour. La méthode a fait ses preuves, un peu partout d'ailleurs.

Les grèves de la faim d'insoumis ou autres réfractaires risquant de donner une mauvaise image de marque de l'armée, la répression s'affine. L'inculpé, après quelques jours de jeûne est réformé temporaire ou définitif, puis libéré. (La discipline des armées qui justifie l'incarcération car elle a été gravement troublée, ne pouvant plus l'être par un individu qui n'est plus militaire, même temporairement). La campagne de soutien s'arrête d'elle-même, la presse de trouvant plus pâture à évènements, les amis se sentant moins motivés. Quand un non-lieu n'intervenait pas coupant court à toute poursuite, tout le monde se retrouvait, quelques mois plus tard, devant le T.P.F.A. Le verdict de plusieurs mois de prison ferme, avec mandat de dépôt décerné à l'audience ou pas, renvoyait l'inculpé derrière les barreaux (Gilles Morard, Xavier Baudry, François Rodriguez, Alain Josserand...).

Suprême subtilité ou vacherie, en cas de réforme temporaire, une nouvelle commission de réforme statuait sur une possible réincorporation. L'état de santé s'étant amélioré après l'arrêt de la grève de la faim cela devenait possible. L'ordre de route était brandi comme une menace au cas où ! Jusqu'à l'âge de 34 ans, on peut être appelé à faire son service militaire.

Souvent, la peine infligée par le Tribunal s'accompagnait d'un contrôle judiciaire de trois ou cinq ans, destiné à limiter la liberté du condamné et à faire peser sur lui une possible réincarcération.

Aujourd'hui, nous assistons à une nouvelle étape dans la répression. Toujours en toute légalité, l'autorité militaire demande à sa justice d'exhumer l'art. 398 du C.J.M. Ce n'est plus à deux ans de prison ferme que pourrait être condamné le réfractaire qui avec son corps exprime son refus du service national, mais à cinq ans. Si les peines sont de vingt mois pour l'instant, par paliers successifs, au gré des besoins et des possibilités, la peine arrivera au maximum de cinq ans.

Le T.P.F.A. de Lyon, durant des années le plus clément, s'est depuis quelques mois, mis à l'unisson des autres tribunaux militaires en ce qui concerne les peines infligées aux insoumis volontaires et le revendiquant : 15 à 18 mois de prison ferme. Bientôt à Paris, Rennes, Lille, Metz, Marseille, Bordeaux, Landau (R.F.A.) et Lyon, les mutilés volontaires seront poursuivis et condamnés, au nom du peuple français, dans des salles désertes.

Certains conscrits des boucheries napoléoniennes se coupaient l'index droit pour ne plus pouvoir se servir d'un fusil, et, ainsi, échapper à l'enrôlement. Si l'armée utilise à nouveau cet article de loi, c'est que le fusil n'est pas loin. Dès maintenant, il faut mieux décourager en pénalisant fortement toute forme de refus.

Les millions de morts, d'assassinés par faits de guerres, ne sont pas des mutilés volontaires. Ils sont morts et décorés à titre posthume.

Les dizaines d'appelés assassinés au cours des manœuvres, par la vie de caserne, chaque année, ne sont pas des mutilés volontaires. Ils sont morts et décorés à titre posthume.

Les millions de civils tués au cours des guerres ne sont pas des mutilés volontaires. Cela est réservé aux militaires. Eux sont des civils qui n'ont pu éviter les bombes ou les maisons s'écroulant.

Quant aux veuves et aux orphelins,... ils doivent en être fiers et perpétuer le culte du héros mort. Ils seront payés pour cela.

Quant aux autres, à ceux qui ont laissé sur un quelconque champs de bataille, qui un bras, qui une jambe, qui une partie de son intégrité psychique, ce ne sont pas des mutilés volontaires. Nuances. Ils ont joyeusement offert leurs corps pour en faire un barrage contre l'invasion barbare, les hordes échevelées menaçant notre douce France. Motivations suffisantes pour susciter, de part et d'autre, un élan collectif de millions de volontaires à la mutilation involontaire.

Décorés et pensionnés, chaque année, le 11 novembre, ils ont le droit de défiler pour exhiber leurs amputations, pourvu qu'il leur reste un bras pour quêter sur la voie publique ou porter un drapeau, une tête pour y mettre un berret et un revers où pendouillera la quincailerie guerrière et républicaine, comme autant de bonpoint, images pieuses récompensant le citoyen-écolier méritant.

Monter au front, parcourir une montagne à hauts risques d'avalanches, s'enfoncer dans un tunnel qui sera transformé en hachoir par le premier train, ce n'est pas accepté de se faire mutiler volontairement ou de mutiler l'autre, assassiner dans le meilleur des cas. Amputés, mais valeureux. Handicapés mais courageux. La Patrie sera reconnaissante. Les Bleuets de France iront fleurir les tombes, en compagnie de la marguerite et du coquelicot.

Se couper les veines, avaler des médicaments, faire une grève de la faim pour hurler son désir d'être ailleurs, de vivre autre chose que la tuerie perpétuelle et sanctifiée, mettre son corps en jeu comme dernière possibilité dernière affirmation de non-collaboration après que tous les autres recours aient échoué, pour crier sa révolte et refuser de cautionner l'oppression kaki productrice de chair à canon est un délit punissable d'une peine de prison de 1 à 5 ans.

A défaut de pouvoir encore le tuer, la société criminalise le rebelle, le réfractaire, l'insoumis, le désobéissant. La population civile s'habitue ainsi à sa future mise au tas.

Entre la médaille et la prison, la hargne collective et la folie individuelle, je choisis.

Ton corps ne t'appartient pas. Tant qu'il sera suffisamment enrégimentable pour bloquer une balle ou être désintégré, tant qu'il sera apte à détruire et à ruiner, il appartiendra à l'Armée, à l'Etat. Le servage existe toujours si l'esclavage a été aboli.

Vouloir par un vent de folie qui éveille l'individu, être le seul responsable du présent et du devenir de sa vitalité, de son énergie, de son corps, essayer d'en faire le chemin créateur d'un aujourd'hui chaleureux, est se mettre au ban de la société par décision militaire. L'individu fait peur aux majorités silencieuses et rendues muettes par l'uniformes.

La douceur de ta peau servira aux tambours apocalyptiques qui y graveront l'affreux tatouage de la cicatrization patriotarde.

Quant à ta tête, ils veulent n'en voir qu'une. Laisse la chez toi. Tu la retrouveras en rentrant,... si tu rentres.

INFORMATIONS INSOUMISES

Insoumissions, rencontres de courbes ?

Nous partons d'un point de la courbe, il sera le 24 novembre né d'un arbitraire et du refus d'accepter une détention injustifiable ; et puis un saut dans le temps, 26 jours plus tard, après autant de jours de grève de la faim, une libération avec une réforme temporaire pour cause médicale. Un autre saut dans le temps... futur, bientôt un procès devant le T.P.F.A. de Lyon pour insoumission et refus d'obéissance.

Et puis nous partons d'une autre courbe ; le 3 décembre, l'arrestation au petit matin, la réalité des arrêts de rigueur à la caserne de la Valbonne, la comparution devant le juge d'instruction, la notification du délit d'insoumission, ... le retour à la prison. Dans quelques mois, un procès devant le T.P.F.A. de Lyon pour insoumission et... certainement refus d'obéissance.

Gérard Fontaines, Tony Tamet, des noms, des individus, mais surtout le regard d'insoumissions, celles qui seront demain jugées, condamnées, incarcérées. Aujourd'hui leurs situations face à l'armée sont celles de gens (libres comme Gérard ou détenues comme Tony) qui risquent jusqu'à 24 mois de prison.

Leurs (nos) travaux : dévoiler leurs (nos) insoumissions ne pas les défendre lors d'un procès, mais les vivre et les revendiquer. Leurs (nos) volontés, celles d'une démarche collective qui innoverait un débat politique. Des groupes, des organisations, des individus l'ont saisi, et dans ce cadre commencent ou continuent à s'effectuer des échanges. Ce n'est donc pas l'attente de ces procès mais leur préparation qui s'entreprennent... la volonté de prendre en mains ces multiples insoumissions. Dans le prochain numéro, les courbes se seront entrelacées, des trames se seront formées ; ce sera peut-être plus qu'une esquisse avec le désir qu'elles en gardent l'authenticité.

G. Fontaines

Contacts

Comité de Soutien aux Insoumis
10 rue Dumont d'Urville
69004 Lyon

Gérard Fontaines
même adresse

Tony Tamet
4ème R.C. poste de police
01120 la Valbonne

Groupe Insoumission c/o A.C.L.R.
13 rue Pierre Blanc
69001 LYON
Permanence lundi de 19h30 à 20h.

Patrick Gervasoni, suite (I.R.L. numéro 36)

Expulsé d'Islande vers le Danemark, Patrick Gervasoni a passé trois jours en prison avant d'être libéré muni d'un permis de séjour valable deux mois en attendant que le Ministre de la Justice rentre de vacances.

Bon prince, le premier ministre islandais s'est engagé à l'accueillir à nouveau si le Danemark l'expulsait vers la France à l'expiration de son permis de séjour. Cela paraît compliqué à réaliser dans les formes juridiques, car la France ne peut obtenir une extradition pour un délit militaire. Les ministres de la justice des pays scandinaves se sont rencontrés pour étudier le problème.

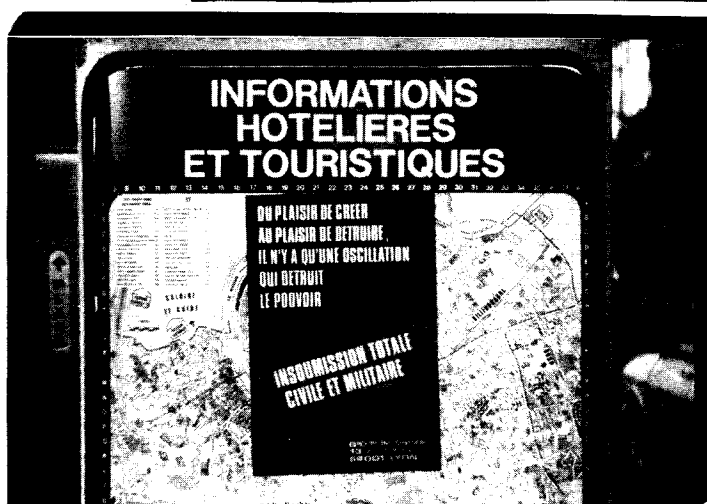
Patrick Gervasoni n'a pas de papiers d'identité depuis l'âge de 17 ans, ce qui lui interdit, finesse, l'obtention d'un permis de séjour dans les pays où il transite.

L'Islande a demandé au Ministère de la Justice français, ses empreintes pour vérifier que c'était bien lui. Pas de chances, c'est lui, sinon il aurait pu être expulsé pour usurpation d'identité, puis l'extrait numéro deux de son casier judiciaire, celui destiné à l'administration française, auquel l'intéressé n'a pas droit. Cela fut fait le premier septembre 80. Ils y figurent une condamnation pour dégradation de monument public (une église), et celle infligée par les tribunaux militaires. L'Europe des polices, s'étend à l'Islande, aujourd'hui.

Le député islandais qui avait pris parti pour Patrick Gervasoni semble décidée à faire tomber le gouvernement. Celui-ci a seulement une voix de majorité au Parlement.

Il est possible d'écrire à Patrick et à son comité de soutien à l'adresse suivante :

Militær og Naegter Forening
Thorsgade, 79
2200 Kobenhavn V
DANEMARK



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 15/1/1981

Lem, dessinateur de B.D., journaliste à la GUEULE OUVERTE puis à GUEULE HEBDOMADAIRE est poursuivi par le ministère des armées pour « provocation à l'insoumission et injures envers fonctionnaire de

l'Etat » dans un article du 2 avril 1980 publié dans la GUEULE OUVERTE.

Article rendant compte des activités du journal AVIS DE RECHERCHE, organe des insoumis.

Cette inculpation s'inscrit dans les poursuites judiciaires et répressives menées contre les mouvements antimilitaristes et aussi les librairies,

les imprimeurs, la presse sympathisante.

A proximité des présidentielles, le nettoyage est de rigueur.

COMITE DE SOUTIEN à LEM :
GUEULE HEBDOMADAIRE ;
27, rue J.Pierre Timbaud
75011 PARIS. Tél. 806.28.88

AVIS DE LECTURE AVIS DE LECTURE

MOUVEMENT D'HUMEUR

Les « Mémoires de prison d'un anarchiste » d'Alexandre Berkman sont soldés. Bonne occasion de lire un bouquin passionnant. A condition de ne pas s'arrêter à la préface super débile du traducteur, m^ossieur Denès, et de « s'accrocher » pendant les 100 premières pages - pour les moins curieuses - de l'œuvre elle-même (rassurez-vous, il en reste encore presque 300 très chouettes...).

En effet, l'introduction « Berkman, l'acte manqué » est remarquable essentiellement par la somme d'âneries quelle renferme. Mais elle permet de mieux comprendre les mauvaises intentions d'un mauvais traducteur et le pourquoi des coupures effectuées dans le livre de Berkman. Parce que Denès, individu rempli de certitudes critique et juge Berkman, l'étiquette et le présente comme un cas pathologique intéressant pour une étude sur le comportement humain.

Ainsi, il déclare: « ce qui nous importe (?), c'est que Berkman, de par son isolement même, est exemplaire de la condition de l'intellectuel radical en période de retombée du mouvement social ».

Denès souligne le côté ouvrieriste de celui qu'il appelle « Berkman - Rahmetov » dans une identification aussi rapide qu'abusives de Berkman à un militant nihiliste héros de roman. Et, content de sa trouvaille, il nous explique: « la mythologie de ceux qui veulent faire pénétrer la conscience dans le prolétariat, à des connotations trop évidentes pour nos esprits (dé) formés par la suspicion psychanalytique pour qu'il soit nécessaire de s'étendre. C'est pourquoi la présente édition est allégée sans dommages (ben voyons faut jamais se faire chier) de certaines répétitions concernant la cause et de quelques lettres qui font (paraît-il) double emploi avec celles qui figurent ici. Il ne s'agit pas d'enfermer Berkman une seconde fois dans un discours interprétatif. Disons simplement que ce livre est d'abord le récit de l'assouplissement progressif d'une carapace idéologique et caractérielle (!). A la fin de ses souvenirs, lorsqu'il est libéré, Berkman cesse de mettre une majuscule au mot peuple. »

Ce que denès ne dit pas, c'est que le peuple (avec ou sans majuscule) apparaît essentiellement au début des mémoires. Par *Contre la Cause* - avec un grand c - et *L'Anarchie* - avec un grand a - reviennent tout au long de l'œuvre ce qui tendrait à prouver que Berkman conserve encore quelques « illusions », n'en déplaît à certains, et

que l'assouplissement progressif de sa carapace idéologique et caractérielle laisse à désirer!

Plus loin, Denès nous parle de « l'ABC de l'anarchiste communiste » publié en 1929 par Berkman: « cet ouvrage sans grande originalité reflète un besoin de réaffirmer des positions à une époque (7 ans avant la guerre d'Espagne) où elle ne trouve plus aucune esquisse de réalisation pratique. C'est un monde idéologique qui se survit en se cachant à lui-même qu'il est déjà mort. » En gros, Berkman a toujours un métré de retard, il n'a pas choisi le bon moment pour naître et « peut paraître considérablement inefficace. Il arrive aux Etats-Unis après la phase la plus radicale du mouvement social et ne passe à l'acte que lorsque le mouvement est complètement retombé. Il rate 1905, et arrive en Russie que lorsque la contre-révolution est déjà à l'œuvre. » Pauvre type semble dire Denès qui conclue en guise de consolation: « si Berkman nous touche de si près c'est justement à cause de cette « inefficacité ». C'est parce que, dès la prison, il a quitté le personnage de Rahmetov, pour qui la fin justifie les moyens et que, au sein de l'affrontement du capital et du prolétariat, entre ceux qui voulaient le pouvoir et ceux qui tendaient à détruire tout pouvoir, il a toujours été du côté de ceux-ci, du côté des perdants. »

Et allez donc! à la fin de la préface, le vilain anar déliquant et planant se métamorphose en une espèce de bon samaritain, (qui a eu un moment de folie - faut l'excuser) bien propre à susciter l'intérêt amusé et la compassion d'une certaine « élite intellectuelle ».

Mais laissons Denès à ses bêtises - à ses conneries, comme dirait mon hargneux petit frère. Berkman étonne et agace même parfois, dans ses mémoires pour l'intransigeance doctrinale, le sectarisme et la rigueur morale qu'il manifeste à 20 ans. Ses descriptions très « réalistes socialistes » du peuple et de ses dignes représentants sont plutôt risibles, à la limite du ringard. Son rejet horrifié de l'homosexualité, sa répugnance vis à vis des « criminels de droit commun », au début de sa captivité, surprenne. Mais si Berkman évolue en découvrant un monde dont il n'avait pas jusqu'alors soupçonné l'existence, s'il nous apparaît de plus en plus lucide et compréhensif face à ses proches, il n'en vient pas pour autant à douter de l'Anarchisme ou de la lutte révolutionnaire. Parce que la connaissance de la réalité humaine n'implique pas inéluctablement comme le pense Denès et Cie, l'abandon de toute théorie et pratique militantes. Les « Mémoires de prison d'un anarchiste » sont le récit d'un homme convaincu de la justesse de son combat et décidé à le poursuivre. C'est pour cela qu'elles nous intéressent. ■

Vanina.

COMMUNIQUÉ

Chers amis

vous vous souvenez sans doute de nos contacts pour la diffusion de notre exposition et montage audio visuel, Espagne 36, qui nous l'espérons aurons été profitable à tous.

Aujourd'hui nous serions heureux de renouer cette collaboration en vous proposant le texte intégral du monta-

ge sous la forme d'une brochure illustrée de 48 pages. Vous pourrez vous la procurer en vous adressant à l'EJC 33 rue des Vignoles 75020 Paris, au prix de 5Fr l'exemplaire jusqu'à dix unités et au-delà de 10 au prix de 4 Frs plus les frais de port. Pour les paiements par chèque, ils peuvent se faire à l'attention de mademoiselle F. Sanchez même adresse.

Espérant que les efforts entrepris rencontreront votre soutien, recevez nos meilleures salutations libertaires.

AVIS DE LECTURE AVIS DE LECTURE

*Je suis le silence
qui parle tout le temps
Je suis le bruit des feuilles
que personne n'entend
Je suis les grandes guerres
qui éclatent souvent
Je suis la mort
qui avance à pas lents
Je suis la paix
qu'on accepte en riant
Je suis l'éternel
qui ne dure qu'un temps*

Katia

ASSEZ !

*Tout ce que je tais en moi
Tous ces mots qui brûlent en moi
ASSEZ !
Mon cœur est trop plein de révolte
Ma plume aime trop mon cahier
Pleurer, crier, se vider enfin !
Respirer et sécher ses larmes
Vivre enfin au soleil
Vivre en vrai sans hésiter
Le bonheur attend,
D'être allumé en liberté.*

*Katia (après avoir passé une
mauvaise période).*

Cette brochure marque une étape dans le mouvement qui s'est développé depuis 1979 pour modifier la loi de 1975 sur le divorce. Des couples, chaque jour plus nombreux, refusent la procédure actuelle. Ils sont d'accord sur les modalités de leur séparation : enfants, partage des biens, et ils ne voient pas pourquoi juges et avocats devraient s'en mêler. Dans cette perspective, vous trouverez, dans les pages suivantes, les renseignements nécessaires pour établir, par vous-mêmes, votre dossier de divorce par consentement mutuel. La rédaction du dossier n'est pas compliquée, nul besoin d'être un spécialiste du droit. La seule difficulté est d'être bien d'accord, mais elle ne tient pas au droit, elle tient à la réalité de la vie qui fait qu'une séparation est rarement simple et facile.

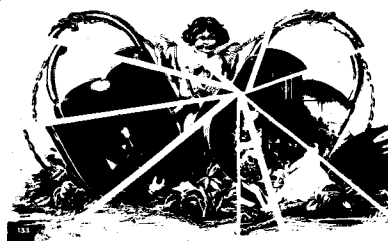
Cette brochure se décompose ainsi :

- Chapitre I : Les différentes formes de divorce.
Chapitre II : Le divorce par consentement mutuel (par demande conjointe) ; étude approfondie.

Boutiques de Droit

Groupe Divorce

GUIDE PRATIQUE DU DIVORCE



Comment divorcer par vous-même

- Chapitre III : Deux exemples de dossier (avec ou sans enfants).
Chapitre IV : Conséquences du divorce.
Chapitre V : Divorcer par soi-même les termes du débat.
Lexique.

L'Etat-inconscient

C'est parce que j'ai vu l'ouvrage annoncé en Italien et en espagnol que j'ai appris qu'il existait depuis longtemps en Français, lacune scandaleuse d'autant plus que je vois l'auteur à peu près une fois par mois depuis six mois à la revue « Autogestions » et qu'une bonne partie de sa réflexion se fonde sur l'autogestion espagnole de 1936-39. Et même le bulletin du CPCA n'a pas signalé le livre, qui sort grâce aux camarades de Milan en Italien.

Le livre est important parce qu'il dénonce l'imposition de l'Etat en général - de l'Est et de l'Ouest - et en recherche les origines, en prenant l'exemple espagnol comme cas de construction révolutionnaire et de dissolution de l'Etat, tout en retraçant l'itinéraire politique et personnel de l'auteur.

Les trois plans sont intéressants, et les exemples éclairants. Ainsi l'évocation de Calvin surprend, au premier abord, puis s'encadre bien avec celui des clubs révolutionnaires de 1848-51 et leur castration par la réaction bourgeoise, et on retrouve la même tendance du pouvoir bureaucratique dans les syndicats - la critique de malatesta - le léninisme et le fascisme de Mussolini. L'étude du planisme réunissant dans les années trente en France les futurs fascistes et communistes, et son implication pendant le nazisme ou le marxisme soviétique est également passionnante. Mais comment expliquer le succès économique nazi et l'échec soviétique basés sur les mêmes méthodes? Peut-être la différence vint-elle du critère de l'efficacité absolue chez les nazis et de la sureté politique absolue chez les léninistes - d'où les purges de 36-37 parmi l'élite civile et militaire et un état d'esprit qui semble durer encore. On pourrait ajouter l'analyse de Mercier Véga dans « l'incroyable anarchisme » sur le

Plan - justement - dans la plupart des formes étatiques - démocratiques et totalitaires, développées et sous-développées - et la montée d'une nouvelle classe de techniciens bourgeois.

Mais Lourau suggère la forme actuelle de l'Etat et la décrit, non pour en faire une définition, mais pour arriver à la nier, et après avoir décrit ses propres hésitations, il formule ainsi l'autogestion: « ce n'est pas la généralisation de Taylor (comme l'ont pensé Trosky et Lénine), mais la généralisation de Cronstadt (qu'ils ont écrasé3). » (p.77). Ces pages sur l'Espagne sont justes. A un moment, je suis un peu bousculé (p.188-189) pour avoir sous-entendu qu'une grande ville pourrait subsister en régime autogestionnaire et que l'autogestion ne pourrait s'y appliquer du fait de son extension même. En fait, en 1972, j'ai en effet eu cette pensée, mais depuis je suis nettement Kropotkinien et en faveur d'ensembles économiques à la mesure de l'être humain (et donc de l'autogestion).

Le plan de l'évolution personnelle est important, mais on risque toujours de tomber dans des fadaïses ce que Lourau évite. J'ai eu du mal à le suivre dans son exposé théorique sur le principe d'équivalence élargie et à cause de certains mots techniques, mais ce sont des détails dans un ensemble séduisant par sa critique et ses réflexions (comme la nullité de l'explication de l'échec à cause des pressions extérieures, p.71-72; l'inexistence de la dialectique chez les marxistes p.77).

F.MINTZ

René Lourau « L'Etat - Inconscient » Paris Ed minuit, 215 pages, 1978, 40Fr.

y retrouve le même désir manifeste envers la contrainte salariale, la discipline patronale, l'organisation rationnelle du travail, la sécurité de l'emploi et cette curieuse sorte d'insécurité sociale permanente qui est la règle d'or du milieu. On retrouve aussi surmultipliées dans le monde prostitutionnel les subdivisions en classes et en couches sociales distinctes qui fonctionnent toutes selon les principes permanents, quel que soit le régime politique ou la religion dominante. Je suppose connues de ceux et celles que cette question intéresse, les différentes thèses que j'ai développées dans mon livre qu'il serait trop long de résumer ici. J'ai basé mon travail sur trois années de discussions avec des prostituées, des maquereaux des clients, en France, aux U.S.A. et ailleurs ; sur de très nombreux documents et récits historiques étudiés à la B.N. (Bibliothèque Nationale) et ailleurs : sur des textes ou livres anciens ou récents écrits par des prostituées et des maquereaux entre autres : *La Partagée* (Ed. de Minuit), *La Punition* (Ed. Bougrois), *Le Noir est une couleur de Grisélidis Réal* (Ed. Ballant) et les autres écrits de Grisélidis parus dans la revue anarchisante *Marge* (dont son manifeste intitulé : « Se prostituer est un acte révolutionnaire ») et dans *Libération La Dérobade* (Ed. Hachette), *Les Mémoires de Nell Kimball* (Ed. Jean Claude Lattés), *Le 122* (Ed. Olivier Orban). J'ai aussi prêté une grande attention aux articles publiés par des femmes prostituées américaines qui ont créé une organisation et un journal, intitulé *Coyote*, qui ont donné des indications beaucoup plus précises et beaucoup moins hypocrites sur leur métier et sur leurs rapports avec leurs macs, que ce qu'on a pu en lire dans la presse européenne. Dans certains de ces textes, l'amour de la prostituée pour son maquereau (qui n'est pas seulement son patron, mais souvent son bourreau ou son tortionnaire) est proclamée comme une profession de foi religieuse, une passion mystique irréductible aux normes de la raison raisonnante et de la déclaration des droits de l'homme et de la femme, irréductible à plus forte raison aux discours féministes ou gauchistes sur la « libération ». La transmission volontaire du bénéfice (argent sale, merdique, salaire du péché) du corps prolétaire prostitué au corps proxénétique, devient une preuve d'amour adressée à un être surnaturel dont le proxo, parfois surnommé « Jésus », n'est que le représentant, le délégué, l'intermédiaire. Le puritanisme marxiste, gauchiste, anarchiste ou féministe, a presque toujours passé sous silence cet aspect passionnel, dérangeant parce que socialement et sexuellement masochiste, violent surtout, de l'industrie prostitutionnelle ainsi réduite à sa simple dimension économique, au sens primaire du terme. Le même aveuglement, la même réduction s'opèrent à propos de la société salariale dans son ensemble pour ce qui concerne ce que Paulhan a appelé : « le bonheur dans l'esclavage » et ce que La Boétie a appelé : « La servitude volontaire ».

Je proposerai, à partir de ce travail-là, une mise en question ou, si l'on préfère, une mise en évidence de cet archétype du système salarial que constituent l'institution prostitutionnelle et les divers types de pratiques commerciales et industrielles, sociales et économiques, sexuelles et religieuses que la prostitution a reproduit depuis des millénaires. La religiosité, entre autres, même ou surtout déniée y joue un rôle central. Comme toutes les institutions sociales la prostitution fut fondée sur un système de croyance tantôt explicite, tantôt implicite et refoulé, que la plupart des conduites sociales, économiques, professionnelles, affectives, sexuelles, etc. reproduisent et appliquent scrupuleusement y compris dans

les partis, syndicats et organisations qui se prétendent « révolutionnaires ». L'institution prostitutionnelle, c'était, déjà du temps de Solon, le prototype de l'Un (famille, église, parti, école, usine, etc...), le prototype de l'organisation sociale rationalisée à l'extrême, taylorisée selon le principe de rendement et de rentabilité. Le corps prostitué (peu importe qu'il soit « mâle », « femelle », ou bien « transexuel »), c'est le robot idéal ou bien selon le mot de Marx « l'eunuque industriel » le plus achevé, le plus rentable socialement. Ne pas confondre le corps prostitué, ni le corps proxénète avec leurs mythes et leurs déguisements. La mythification massive de la prostitution (dans la grande presse, au cinéma, au théâtre, à la TV, dans les romans, etc...) montre à quel point l'imaginaire et le symbolique peuvent cacher ou effacer le réel et le social.

Pour l'instant je me bornerai à examiner la logique interne de cette institutionnalisation du désir d'esclavage, de cette peur et même de cette horreur de la liberté dont l'industrie prostitutionnelle, dès avant l'avènement du monothéisme judéo-chrétien, dès avant l'avènement des sociétés capitalistes privées ou d'Etat, a démontré la force et la pérennité. A partir de l'analyse et, espérons-le, d'un début d'élucidation de cette logique sociale inconsciente qui donne à l'esclavage salarié sa « vérité », on pourrait éventuellement envisager d'autres stratégies que celles à quoi la vieille gauche parlementariste et les bureaucraties léninistes « empêtrées dans le puritanisme et la délégation de leurs désirs boulimiques de domination », veulent réduire leurs existences et les nôtres. Pour que la machine salariale cesse de se reproduire, machinalement bien sûr de génération en génération en effectuant sous la pression des conflits sociaux juste ce qu'il faut de modernisation technologique pour que l'on continue de croire au « progrès », il faudrait que l'on se montre capable de démonter cette machine. Commençons par observer concrètement son mode de fonctionnement et par reconnaître la finalité sociale du désir salarial. Alors peut-être, un jour, y verrons-nous autre chose que du feu.

J.J. LABEL



Communiqué du groupe anarchiste d'aubenas.

« L'Agitateur », un nouveau journal? non nous sommes simplement quelques-uns à en avoir marre des informations distillées par la radio et la TV nationale et à avoir envie qu'on parle d'autre chose que des voyages du prince ou de la cacophonie du parlement; nous voudrions entendre parler les gens, sentir la vie quotidienne, les luttes, les espoirs des gens d'ici du sud de l'ardèche mais aussi, par dessus les frontières des gens d'ailleurs, de loin...

« l'agitateur » se propose de populariser les idées et propositions anarchistes, d'apporter un point de vue libertaire sur les problèmes de la vie quotidienne en Ardèche et de se faire l'écho de toutes les luttes populaires anti-capitalistes et anti-autoritaires.

En espérant que l'agitateur apportera un souffle d'air frais et de révolte dans une région où l'idée anarchiste est si méconnue, quand elle n'est pas complètement déformée.

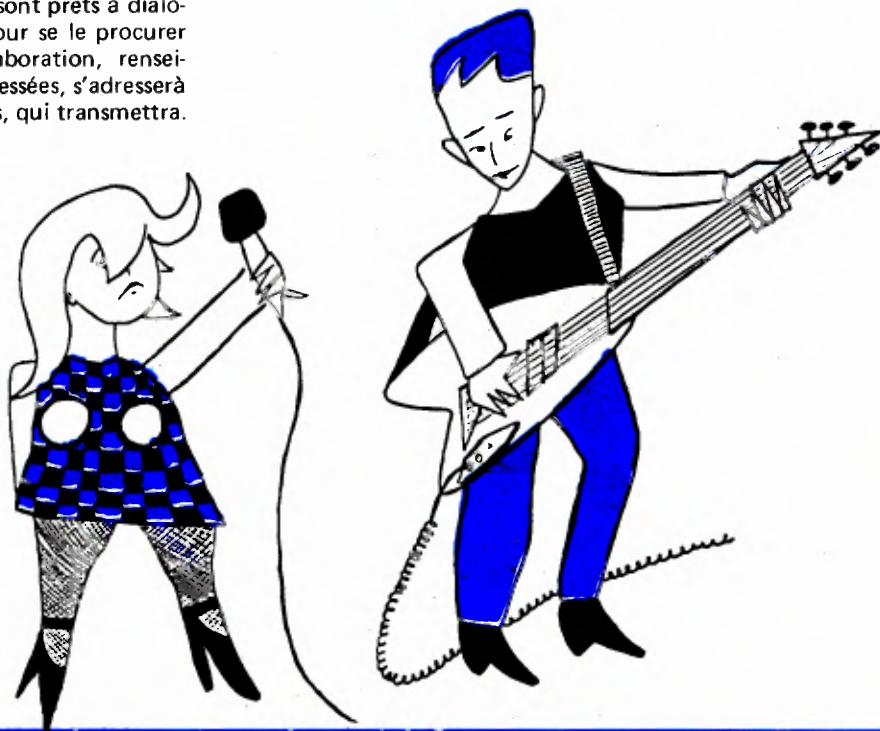
Les Ardéchois qui font l'« Agitateur » sont prêts à dialoguer avec quiconque le souhaiterait. Pour se le procurer et pour toute communication, collaboration, renseignements, suggestions et aides désintéressées, s'adresser à PUBLICO, 145 rue Amelot 75011 Paris, qui transmettra.

COMMUNIQUÉ

Les mauvaises conditions de détention de Gilles Morard à Dijon, lui ont valu son transfert ainsi que sept autres détenus à la prison de Besançon. Il s'est fait supprimer un mois de remise de peine pour refus de travailler et 15 jours pour manque de discipline; mais Gilles espère obtenir deux mois de remise de peine afin de poursuivre ses études.

Tony Tamet est passé de 9 janvier devant le juge d'instruction et a été transféré à la prison militaire de Montluc.

On peut aussi écrire à Xavier Baudry et à Alain Josserand également au fort Montluc 69000 Lyon.



COMMUNIQUE DE PRESSE de la COORDINATION DES COMITES DE DEFENSE DE L'ENVIRONNEMENT BASSE-LOIRE suite à la démission de M. SERVANT.

Les raisons de la récente démission de M. SERVANT, patron de la sécurité nucléaire, sont nettes. Celui-ci a déclaré en substance à la presse, que le comité interministériel de sécurité nucléaire s'est trouvé à l'écart des centres de préparation et de décision (Ouest-France du 16.12.80).

Monsieur SERVANT avait déclaré aussi, auparavant, qu'il espérait que pour les centrales de CATTEMON CRUAS et LE PELLERIN (où une étude d'impact, tenue secrète, était défavorable), le Ministre renoncerait,

mais qu'il craignait que les impératifs économiques passent avant la sécurité (Canard Enchaîné du 24.12.80).

Cette démission vient donc justifier les craintes que nous avons, le gouvernement poussé par de puissants intérêts financiers, poussé aussi (en ce qui concerne LE PELLERIN), par certaines personnalités régionales, veut imposer son programme nucléaire démentiel, et en particulier imposer la centrale nucléaire DU PELLERIN, malgré l'opposition de la sécurité nucléaire qui considère ce site comme le plus mauvais de FRANCE (Ouest-France du 30.12.80).

En effet (hormis les rejets radioactifs quotidiens de la centrale), en cas d'accident grave, il faudra évacuer en quelques heures NANTES et les communes placées sous les vents dominants, soit environ 600.000 personnes, afin de fuir les retombées radioactives issues de la centrale.

Personne n'a oublié l'accident nucléaire de la centrale américaine

de THREE MILES ISLAND où des milliers de personnes furent évacuées, en premier les femmes enceintes et les enfants, pour fuir l'iode 131 qui donne le cancer de la thyroïde. Et la décontamination de cette centrale durera 7 ans !

Bafouer la vérité est un CRIME contre les populations et si la décision d'implanter la centrale est prise, alors plus que JAMAIS ces populations se considéreront en état de légitime défense et seront décidées à empêcher ce crime par tous les moyens.

Et ce n'est pas l'odieuse chantage à l'emploi qui les fera changer d'avis, car personne ne croit les mensonges de ceux qui prétendent que le nucléaire apportera de l'emploi. En effet, et la preuve est incontestable, plus nous construisons de centrales nucléaires, plus le chômage augmente, l'énergie des centrales étant utilisée, par la société de profit, pour remplacer au maximum les travailleurs dans tous les domaines.



SOMMAIRE

Page :	
3-4	Tahiti Libre
5	Vous avez dit CORSE ?
6	Téléphone arabe : Solidarité
7-9	Si tu ne vas pas à Lagardère
10-12	« Affaire Dugué », le sexe des anges.
13-14	L'institution prostitutionnelle
15-18	Imagine : Irlande Outta Control
19-23	Amérique Centrale
24	ARDECOM
25-28	Mâle, mâle, d'un amour qui me fait bien trop mâle
29-30	La douceur de ta peau pour tambour
31	Informations Insoumises
32-33	Notes de lectures
34-35	Communiqués